

Revue de presse pour la réalisation de la carte « L'UE n'accueille presque pas de réfugiés évacués de Libye contrairement à l'Afrique »
note #11 de Migreurop

Sommaire

| | |
|---|-------|
| Camps en Libye | p. 01 |
| Évacuation du Niger vers l'UE | p. 22 |
| Évacuation de la Libye vers le Niger | p. 25 |
| Réinstallation du Niger vers le Rwanda | p. 28 |
| Réinstallation du Rwanda vers l'UE, le Canada et les Etats-Unis | p. 45 |

Camps en Libye

3 mars 2020

Libye : un mort et plusieurs blessés dans l'incendie d'un centre de détention

<https://www.infomigrants.net/fr/post/23149/libye-un-mort-et-plusieurs-blesses-dans-l-incendie-d-un-centre-de-detention>



Des migrants entassés dans une cellule au centre de détention de Zintan en Libye (archive juin 2019). Crédit : DR

Un jeune migrant érythréen a été tué en Libye dans l'incendie qui a ravagé une partie du centre de détention de Zintan dans la nuit de samedi à dimanche. L'origine du feu n'est pas connue mais sur place, des migrants craignent d'autres incidents, leurs conditions de détention étant très sommaires et les cellules surpeuplées.

Un migrant âgé de 24 ans est mort dans l'incendie d'une partie du centre de détention de Zintan, situé à 182 km au sud-ouest de la capitale libyenne Tripoli, rapporte le quotidien irlandais The Irish Times dans un article paru le 2 mars. Le feu s'est déclaré au cours de la nuit du samedi 29 février au dimanche 1er mars, indique l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui a confirmé le drame à InfoMigrants.

"Un migrant érythréen est mort tragiquement dans les flammes, d'autres ont été légèrement blessés. Une équipe de l'OIM a été envoyée sur place dimanche matin, dès que nous avons été alertés, afin de fournir des soins", explique Safa Msehli, porte-parole de l'agence onusienne.

Le feu a pris "dans l'un des hangars du centre de détention" où environ 50 personnes étaient détenues. Une bonne partie du hangar a été endommagée ainsi que les quelques effets personnels des migrants qui dormaient sur place, ajoute la porte-parole.

"Nous ne savons toujours pas comment l'incendie a commencé car tout le monde était en train de dormir", a témoigné un Érythréen en contact avec une journaliste du journal The Irish Times via Facebook. "Les flammes et la fumée se sont propagées rapidement sans que nous puissions les contrôler", a-t-il précisé.

L'OIM confirme que les témoins interrogés par ses équipes ont raconté qu'il faisait très sombre dans le hangar et qu'ils étaient aveuglés par la fumée.

Des migrants "traumatisés" et "inquiets"

"Pour l'heure, les migrants demeurent tous dans le centre de détention", indique l'OIM, qui rappelle que ces établissements sont surpeuplés et que l'accès à l'hygiène et aux services de base y est très difficile.

Selon un autre témoin érythréen cité par The Irish Times, les migrants sont "traumatisés" et "très inquiets" de voir un autre incident du même acabit se produire prochainement dans ces centres de détention qu'ils décrivent comme des zones de non-droit. Ils y sont d'ailleurs enfermés arbitrairement, pour une période allant de quelques mois à plusieurs années.

Un incendie s'était déclaré à Zintan en décembre, causant des dégâts matériels et quelques intoxications à la fumée.

Depuis 2017, l'Union européenne a passé un accord avec les garde-côtes libyens afin que ces derniers interceptent et ramènent les migrants qui prennent la mer en espérant rejoindre l'Europe. Une fois interceptés, ils sont automatiquement renvoyés dans des centres de détention. Très peu parviennent à s'enfuir.

Entre dimanche 1er mars et lundi 2 mars, 224 migrants ont ainsi été interceptés et ramenés en Libye par les garde-côtes, selon l'OIM. Ils sont désormais plus de 2 000 depuis le début de l'année à avoir subi le même sort.

2 mars 2020

En Libye, les oubliés

<https://www.msf-crash.org/fr/blog/camps-refugies-deplaces/en-libye-les-oublies> (Michaël Neuman)

Michaël Neuman a passé une dizaine de jours en Libye, auprès des équipes de Médecins Sans Frontières qui travaillent notamment dans des centres de détention pour migrants. De son séjour, il ramène les impressions suivantes qui illustrent le caractère lugubre de la situation des personnes qui y sont retenues, pour des mois, des années, et celle plus difficile encore de toutes celles sujets aux enlèvements et aux tortures.

La saison est aux départs. Les embarcations de fortune prennent la mer à un rythme soutenu transportant à leur bord hommes, femmes et enfants. Depuis le début de l'année, 2 300 personnes sont parvenues en Europe, plus de 2 000 ont été interceptées et ramenées en Libye, par les garde-côtes, formés et financés par les Européens. Les uns avaient dès leur départ le projet de rejoindre l'Europe, les autres ont fait ce choix après avoir échoué dans les réseaux de trafic d'êtres humains, soumis aux tortures et privations. Les trajectoires se mêlent, les raisons des départs des pays d'origine ne sont souvent pas univoques. En ce mois de février 2020, ils sont nombreux à tenter leur chance. Ils partent de Tripoli, de Khoms, de Sabrata... villes où se mêlent conflits, intérêts d'affaires, tribaux,

semblants d'Etat faisant mine de fonctionner, corruption. Les Libyens ne sont pas épargnés par le désordre ou les épisodes de guerre. Pourtant, ce sont les apparences de vie normale qui frappent le visiteur. Les marchés de fruits et légumes, comme les bouchons qui encombrent les rues de Tripoli en témoignent : la ville a gonflé au rythme des arrivées de déplacés originaires des quartiers touchés par la guerre d'attrition dont le pays est le théâtre entre le gouvernement intérimaire libyen qui règne encore sur Tripoli et une partie du littoral ouest et le LNA, du Maréchal Haftar, qui contrôle une grande partie du pays. Puissances internationales – Italie, France, Russie, Turquie, Emirats Arabes Unis – sont rentrées progressivement dans le jeu, transformant la Libye en poudrière dont chaque coup de semonce de l'un des belligérants semble annoncer une prochaine déflagration d'ampleur. Erdogan et Poutine se faisant face, le poulx du conflit se prend aujourd'hui autant à Idlib en Syrie qu'à Tripoli.

C'est dans ce pays en guerre que l'Union européenne déploie sa politique de soutien aux interceptions et aux retours des « migrants ». Tout y passe : financement et formation des gardes côtes-libyens, délégation du sauvetage aux navires commerciaux, intimidation des bateaux de sauvetage des ONG, suspension de l'Opération Sophia. Mais rien n'y fait : ni les bombardements sur le port et l'aéroport de Tripoli, ni les tirs de roquettes sur des centres de détention situés à proximité d'installation militaire, pas davantage que les témoignages produits sur les exécrables conditions de vie qui prévalent dans les centres de détention, les détournements de financements internationaux, ou sur la précarité extrême des migrants résidant en ville n'ébranlent les certitudes européennes. L'hypocrisie règne : l'Union européenne affirme être contre la détention tout en la nourrissant par l'entretien du dispositif libyen d'interception ; le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés condamne les interceptions sans jamais évoquer la responsabilité des Européens.

Onze centres de détention sont placés sous la responsabilité de la Direction chargée de l'immigration irrégulière libyenne (la DCIM). La liste évolue régulièrement sans que l'on sache toujours pourquoi, ni si la disparition d'un centre signifie véritablement qu'il a été vidé de ses détenus, ou qu'ils y résident encore sous un régime informel et sans doute plus violent encore. Une fois dans ces centres, les détenus ne savent jamais quand ils pourront en sortir : certains s'en échappent, d'autres parviennent à acheter leur sortie, beaucoup y pourrissent des mois voire des années. L'attente y est physiquement et psychologiquement dévastatrice. C'est ainsi le lot des détenus de Dar El Jebel, près de Zintan, au cœur des montagnes Nafusa, loin et oubliés de tous : la plupart, des Erythréens, y sont depuis deux ans, parfois plus.

La nourriture est insuffisante, les cellules, d'où les migrants ne sortent parfois que très peu, sont sombres et très froides ou très chaudes. Les journées sont parfois rythmées par les cliquetis des serrures et des barreaux. Dans la nuit du samedi 29 février au dimanche 1er mars 2020, une dizaine de jours après mon retour, un incendie sans doute accidentel à l'intérieur du centre de détention de Dar El Jebel a coûté la vie à un jeune homme érythréen.

Nous pouvons certes témoigner que le travail entamé dans ces centres, l'attention portée à l'amélioration des conditions de vie, les consultations médicales, l'apport de compléments alimentaires, mais aussi et peut-être surtout la présence physique, visible, régulière ont contribué à les humaniser, voire à y limiter la violence qui s'y déploie. Pour autant, nous savons que tout gain est précaire, susceptible d'être mis à mal par un changement d'équilibre local, la rotation des gardes, la confiance qui se gagne et se perd, les services que nous rendons. Il n'est pas rare que les directeurs de centre expliquent que femmes et enfants n'ont rien à faire dans ces endroits, pas rare non plus qu'ils infligent des punitions sévères à ceux qui auraient tenté de s'échapper ; certains affament leurs détenus, d'autres les libèrent lorsque la compagnie chargée de fournir les repas interrompt ses services faute de voir ses factures réglées. Il est probable que si les portes de certains centres de détention venaient à s'ouvrir, nombreux sont des détenus qui décideraient d'y rester, préférant à l'incertitude de l'extérieur leur précarité connue. Cela, beaucoup le disent à nos équipes. Dans ce pays fragmenté, les dynamiques et enjeux politiques locaux l'emportent. Ce qu'on apprend vite, en Libye, c'est l'impossibilité de généraliser les situations.

Nous savons aussi que nous n'avons aucune vocation à devenir le service de santé d'un système de détention arbitraire : il faut que ces gens sortent. Des hommes le plus souvent, mais aussi des femmes et des enfants, parfois tout petits, parfois nés en détention, parfois nés de viols. L'exposition à la violence, la perméabilité aux milices, aux trafiquants, la possibilité pour les détenus de travailler et de gagner un peu d'argent varient considérablement d'un centre à l'autre. Il en est aussi de leur accès pour les organisations humanitaires.

Mais nous savons surtout que les centres de détention officiels n'abritent que 2000, 3000 des migrants en danger présents en Libye. Et les autres alors ? Beaucoup travaillent, et assument une précarité qui est le lot, bien sûr à des degrés divers, de nombreux immigrés dans le monde, de Dubaï à Paris, de Khartoum à Bogota. Mais quelques dizaines de milliers d'autres, soit par malchance, soit parce qu'ils n'ont aucun projet de vie en Libye et recourent massivement aux services peu fiables de trafiquants risquent gros : les enlèvements bien sûr, kidnappings contre rançons qui s'accompagnent de tortures et de sévices. Certains de ces « migrants », entre 45 000 et 50 000, sont reconnus « réfugiés ou des demandeurs d'asiles » par le Haut-Commissariat pour les réfugiés : ils sont Erythréens, Soudanais, Somaliens pour la plupart. De très nombreux autres, migrants économiques dit-on, sont Nigériens, Maliens, Marocains, Guinéens, Bangladeshis, etc. Ils sont plus seuls encore.

Pour les premiers, un maigre espoir de relocalisation subsiste : l'année dernière, le HCR fut en mesure d'organiser le départ de 2 400 personnes vers le Niger et le Rwanda, où elles ont été placées encore quelques mois en situation d'attente avant qu'un pays, le plus souvent européen, les accepte. A ce rythme donc, il faudrait 20 ans pour les évacuer en totalité – et c'est sans compter les arrivées nouvelles. D'autant plus que le programme de 'réinstallation' cible en priorité les personnes identifiées comme vulnérables, à savoir femmes, enfants, malades. Les hommes adultes, seuls – la grande majorité des Erythréens par exemple – ont peu de chance de faire partie des rares personnes sélectionnées. Or très lourdement endettés et craignant légitimement pour leur sécurité dans leur pays d'origine, ils ne rentreront en aucun cas ; ayant perdu l'espoir que le Haut-Commissariat pour les réfugiés les fassent sortir de là, leur seule perspective réside dans une dangereuse et improbable traversée de la Méditerranée.

Faute de lieux protégés, lorsqu'ils sont extraits des centres de détention par le HCR, ils sont envoyés en ville, à Tripoli surtout, devenant des 'réfugiés urbains' bénéficiant d'un paquet d'aide minimal, délivré en une fois et dont on peine à voir la protection qu'il garantit à qui que ce soit. Dans ces lieux, les migrants restent à la merci des trafiquants et des violences, comme ce fut le cas pour deux Erythréens en janvier dernier. Ceux-là avaient pourtant et pour un temps, été placés sous la protection du HCR au sein du Gathering and Departure Facility. Fin 2018, le HCR avait obtenu l'ouverture à Tripoli de ce centre cogéré avec les autorités libyennes et initialement destiné à faciliter l'évacuation des demandeurs d'asiles vers des pays tiers. Prévu à l'origine pour accueillir 1000 personnes, il n'aura pas résisté plus d'un an au conflit qui a embrasé la capitale en avril 2019 et à la proximité de milices combattantes.

D'ailleurs, certains d'entre eux préfèrent la certitude de la précarité des centres de détention à l'incertitude plus inquiétante encore de la résidence en milieu ouvert : c'est ainsi qu'à intervalles réguliers, nous sommes témoins de ces retours. En janvier, quatre femmes somaliennes, sommées de libérer le GDF en janvier, ont fait le choix de rejoindre en taxi leurs maris détenus à Dar El Jebel, dont elles avaient été séparées par le HCR qui ne reconnaissait pas la légalité des couples. Les promesses d'évacuation étant virtuelles, elles sont en plus confrontées à une absurdité supplémentaire : une personne enregistrée par le HCR ne pourra bénéficier du système de rapatriement volontaire de l'Organisation Internationale des Migrations quand bien même elle le souhaiterait.

Pour les seconds, non protégés par le HCR, l'horizon n'est pas plus lumineux : d'accès à l'Europe, il ne peut en être question qu'au prix, là encore, d'une dangereuse traversée. L'alternative est le retour au pays, promue et organisée par l'Organisation internationale des Migrations et vécue comme une défaite souvent indépassable. De tels retours, l'OIM en a organisé plus de 40 000 depuis 2016. En

2020, ils seront probablement environ 10 000 à saisir l'occasion d'un « départ volontaire », dont on mesure à chaque instant l'absurdité de la qualification. Au moins, ceux-là auront-ils mis leur expérience libyenne derrière eux.

La situation des migrants en Libye est à la fois banale et exceptionnelle. Exceptionnelle en raison de l'intense violence à laquelle ils sont souvent confrontés, du moins pour un grand nombre d'entre eux - la violence des trafiquants et des ravisseurs, la violence du risque de mourir en mer, la violence de la guerre. Mais elle est aussi banale, de manière terrifiante : la différence entre un Érythréen vivant parmi des rats sous le périphérique parisien ou dans un centre de détention à Khoms n'est pas si grande. Leur expérience de la migration est incroyablement violente, leur situation précaire et dangereuse. La situation du Darfour à Agadez n'est pas bien meilleure, ni celle d'un Afghan de Samos, en Grèce. Il est difficile de ne pas voir cette population, incapable de bouger dans le monde de la mobilité, comme la plus indésirable parmi les indésirables. Ce sont les oubliés.

3 janvier 2020

Libye : le HCR préoccupé par des tirs d'obus près d'un centre pour réfugiés à Tripoli



© UNHCR/Mohamed Alalem. Des réfugiés de Somalie, de Syrie et d'Eritrée montent à bord d'un bus dans le centre d'hébergement du HCR à Tripoli, en Libye, en route pour un voyage en avion vers l'Italie.

<https://news.un.org/fr/story/2020/01/1059291>

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, s'est déclaré vivement inquiet pour la sécurité des réfugiés et des demandeurs d'asile au Centre de rassemblement et de départ (GDF) à Tripoli en Libye, après que trois obus de mortier sont tombés près du site.

« Heureusement, il n'y a aucune victime », a déclaré le chef de la mission du HCR en Libye, Jean-Paul Cavalieri, dans une note à la presse.

Ce site relève de la juridiction du ministère libyen de l'Intérieur. Le HCR et son partenaire, LibAid, sont autorisés par les autorités libyennes à assurer des services au GDF depuis son ouverture en décembre 2018.

Le GDF avait été établi pour héberger des réfugiés identifiés pour une solution hors de la Libye, dans l'attente de leur évacuation.

« Avec près de 1000 personnes se trouvant actuellement dans ce site, dont des groupes comptant environ 900 personnes au total qui y sont entrées de façon spontanée depuis juillet 2019, il est sévèrement surpeuplé et ne fonctionne plus en tant que centre de transit », a souligné M. Cavalieri. « Le HCR exhorte toutes les parties au conflit en Libye à protéger les civils et les infrastructures civiles ».

De son côté, la Mission d'assistance des Nations Unies en Libye (MANUL) a salué sur son compte Twitter les appels à la désescalade et à la fin des hostilités, telle que l'Initiative nationale pour la paix annoncée mercredi par un groupe d'activistes dans l'est de la Libye.

« Cette initiative et les appels précédents similaires lancés par un certain nombre de parlementaires et d'autres groupes politiques et de la société civile devraient être soutenus et encouragés afin de faciliter le retour à une solution politique », a ajouté la MANUL. « Ces initiatives démontrent l'engagement du peuple libyen à mettre fin au bain de sang ; à promouvoir les droits humains ; à établir l'Etat de droit ; et à construire un État inclusif et uni pour tous les Libyens ».

Ces initiatives interviennent alors que le Parlement turc a donné jeudi 2 janvier son accord au Président Recep Tayyip Erdogan au déploiement de troupes turques en Libye en soutien au gouvernement d'accord national de Tripoli, menacé par une offensive du chef de guerre Khalifa Haftar, soutenu par la Russie, les Emirats arabes unis et l'Egypte.

10 décembre 2019

Non, en Libye les migrants en centres de détention n'ont pas plus de chance d'être réinstallés en Europe

<https://www.infomigrants.net/fr/post/21425/non-en-libye-les-migrants-en-centres-de-detention-n-ont-pas-plus-de-chance-d-etre-reinstalles-en-europe>

En Libye, des trafiquants font payer à des migrants leur entrée en centre de détention en leur faisant croire qu'ils seront plus rapidement évacués et réinstallés en Europe. C'est totalement faux mais plusieurs centaines de personnes, désespérées, ont déjà été victimes de cette arnaque.

Depuis l'été dernier, il arrive que des migrants paient pour être enfermés dans des centres de détention en Libye. Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR), informé de cette situation par des victimes de cette arnaque, les trafiquants demandent entre 200 et 500 dollars à certains migrants pour une place en centre de détention. Pour les convaincre de payer, ils leur promettent un accès facilité aux équipes du HCR et une réinstallation plus rapide en Europe.

"Les trafiquants leur font la promesse qu'une fois qu'ils auront payé, le HCR sera pour eux comme une agence de voyage vers l'Europe. Parfois, ils leur disent même que le HCR a déjà planifié un rendez-vous avec eux", s'indigne Vincent Cochetel, représentant du HCR pour la Méditerranée centrale, contacté par InfoMigrants.

Entre 200 et 500 dollars pour une place dans des centres dont les conditions de vie inhumaines (manque de nourriture et d'eau, absence d'hygiène et de soins, traitement dégradants...) sont régulièrement dénoncées par les ONG ? Pour Vincent Cochetel, le succès de cette nouvelle pratique des trafiquants est le signe d'une détérioration des conditions de vie des migrants en Libye. Si les personnes croient aux promesses des trafiquants et finissent par payer pour aller dans ces centres, c'est qu'elles se sentent trop en danger en dehors.

"Les gens sont désespérés"

"Beaucoup de quartiers de Tripoli sont touchés par des frappes aériennes et des coupures d'électricité et d'eau. Les gens se trouvent dans un cul de sac, ils n'ont pas assez d'argent pour traverser ou ne veulent pas prendre de risques car, avec l'hiver, l'eau est froide et la mer plus agitée. Ils sont désespérés et pensent qu'ils seront plus visibles dans ces centres", explique Vincent Cochetel.

Certaines nationalités craignent également l'enlèvement. En Libye, selon le représentant du HCR, moins on parle l'arabe, plus on a une couleur de peau foncée et plus les risques d'être enlevé sont élevés.

Pour alimenter cette nouvelle branche de leur économie, les trafiquants cibleraient en particulier les personnes membres des communautés érythréenne et soudanaise. Une rumeur persistante – bien que fausse – affirme que ces personnes ont plus de moyens financiers grâce à leurs diasporas.

Le sentiment d'insécurité des migrants risque d'être renforcé par l'arrêt, fin 2019, de l'hébergement et de la restauration au sein du centre de rassemblement et de départ (Gathering and Departure Facility, GDF) du HCR, à Tripoli. Le centre maintiendra en revanche une assistance médicale. Pour compenser ces mesures, l'agence onusienne assure qu'elle va renforcer ses programmes d'assistance dans des zones urbaines. Selon Vincent Cochetel, cela pourrait prendre la forme d'une somme d'argent donnée aux migrants afin qu'ils se logent dans des appartements en sous-location. Mais depuis avril 2019, le sud de la capitale libyenne est en proie à un conflit armé.

En juillet 2019, le centre de détention de Tajourah, près de Tripoli, a été la cible d'une frappe aérienne qui a fait plus de 44 morts et 130 blessés.

"Les gens n'ont pas besoin d'être en détention pour être enregistrés"

Pour les migrants qui ont accepté de payer pour se retrouver en centres de détention, les voies de recours sont inexistantes. Surtout dans un pays où "le système de détention officiel fait partie du 'business model' des trafiquants", estime Vincent Cochetel,

Le HCR lui-même reconnaît qu'il ne peut pas faire "grand-chose de plus que de prévenir les gens qu'ils n'ont pas besoin d'être en détention pour être enregistré". "On essaye de faire passer le message dans différentes communautés. Mais parfois, ce qu'on dit a moins d'impact que le discours des trafiquants", déplore le représentant du HCR.

Face à ce nouveau danger pour les migrants, la solution est de renforcer l'information dans les langues que les gens parlent. "Nous devons aussi bien équilibrer nos efforts de réinstallation pour qu'il n'y ait pas la perception qu'on réinstalle plus les gens en détention que ceux en milieu urbain", ajoute Vincent Cochetel.

Depuis novembre 2017, le HCR a mis en place un système d'évacuation des réfugiés susceptibles d'obtenir une protection internationale dans un pays européen. Pour cela, les personnes doivent avoir été enregistrées en tant que réfugiés par l'agence onusienne. Ces enregistrements se font depuis les centres de détention officiels gérés par le département de lutte contre la migration illégale (DCIM, selon l'acronyme anglais) ou depuis le centre du HCR, à Tripoli.

Les migrants évacués sont alors envoyés vers le Niger ou le Rwanda, dans l'attente de leur réinstallation dans un pays d'accueil. Mais les États européens et le Canada n'acceptent les réfugiés qu'au compte-goutte. Sur les quelques 50 000 réfugiés enregistrés par le HCR en Libye, seuls quelque 4 600 ont été réinstallés depuis novembre 2017.

Les migrants qui parviennent à quitter les centres de détention et tentent de rejoindre l'Europe par la mer sont quasi-systématiquement interceptés par les garde-côtes libyens et renvoyés en détention.

28 novembre 2019

Le HCR étend son aide aux réfugiés en milieu urbain en Libye, redéfinit le rôle du Centre de rassemblement et de départ

<https://www.unhcr.org/fr/news/press/2019/11/5de0d5f1a/hcr-etend-aide-refugies-milieu-urbain-libye-redefinit-role-centre-rassemblement.html>

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, a annoncé aujourd'hui qu'il va augmenter son soutien aux réfugiés et demandeurs d'asile vivant en milieu urbain en Libye ainsi que réévaluer le rôle et le fonctionnement du Centre de regroupement et de départ.

« Alors que le conflit libyen s'intensifie, nous avons décidé d'étendre l'assistance fournie aux réfugiés et aux demandeurs d'asile qui vivent en milieu urbain », a déclaré le chef de la mission du HCR en Libye, Jean-Paul Cavalieri.

Quelque 40 000 réfugiés et demandeurs d'asile vivent en milieu urbain. Certains d'entre eux, extrêmement vulnérables, ont désespérément besoin d'aide. L'aide humanitaire aux réfugiés et demandeurs d'asile est disponible dans notre Centre de jour communautaire (CDC) à Gurji, dans le district de Tripoli, où les personnes dans le besoin peuvent accéder aux soins de santé primaires, à l'enregistrement et à une allocation en espèces pour les aider à répondre à leurs besoins alimentaires et en matière de logement.

L'agence réévalue également le rôle du Centre de rassemblement et de départ (GDF), à la lumière des conditions intenablement de sévère surpeuplement. Le GDF avait été ouvert il y a un an en tant que centre de transit pour les réfugiés et demandeurs d'asile vulnérables, principalement des femmes et des enfants non accompagnés qui courent un risque accru en détention et pour lesquels des solutions hors de Libye ont été identifiées. Ces solutions demeurent très limitées et nous obligent à identifier et prioriser les personnes les plus vulnérables au sein d'une large population, dont beaucoup en ont grandement besoin. Le HCR et ses partenaires opèrent à l'intérieur du Centre, qui relève de la compétence du Ministère de l'intérieur.

Cependant, depuis juillet, à la suite d'une frappe aérienne meurtrière au centre de détention de Tajoura, des centaines d'anciens détenus ont rejoint le GDF. Ils ont été suivis par un autre groupe d'environ 400 personnes en provenance du centre de détention d'Abu Salim à la fin octobre, ainsi que par jusqu'à 200 personnes qui vivaient auparavant en milieu urbain. Ces personnes font partie d'une population plus large de demandeurs d'asile, de réfugiés et de migrants qui sont vulnérables et exposés à de nombreux risques en Libye - mais qui n'ont pas reçu la priorité pour être évacués ou réinstallés.

Le GDF est aujourd'hui sévèrement surpeuplé. Sa capacité initiale d'accueil était d'environ 600 personnes, mais actuellement près du double y sont hébergées - dont beaucoup y résident depuis plusieurs mois. Le HCR, les agences des Nations Unies et nos partenaires leur fournissent une assistance humanitaire - y compris des soins médicaux, un soutien psychosocial, des repas chauds, des biscuits à haute valeur énergétique. Toutefois, la situation au GDF n'est pas viable et ce centre ne fonctionne plus en tant qu'installation de transit, ce qui entrave la capacité du HCR à évacuer les réfugiés les plus vulnérables, pour lesquels des solutions ont été trouvées en dehors de la Libye, hors des centres de détention et dans des lieux en sécurité.

« Nous nous félicitons vivement de la libération des demandeurs d'asile et des réfugiés par les autorités libyennes, et nous étendons actuellement notre programme de soutien pour les personnes vivant en milieu urbain afin qu'elles puissent obtenir l'aide dont elles ont besoin », a déclaré Jean-Paul Cavalieri. « Nous encourageons également les partenaires et les donateurs à accroître leur soutien aux migrants qui vivent en milieu urbain ainsi qu'aux autres communautés vulnérables. »

« Nous espérons que le GDF pourra reprendre sa fonction initiale en tant que centre de transit pour les réfugiés les plus vulnérables, afin que nous puissions les évacuer vers des lieux en sécurité », a-t-il ajouté, tout en notant que le GDF est devenu de facto un « centre ouvert » pour les migrants et les demandeurs d'asile vivant en milieu urbain et où le HCR continuera à fournir, dans un avenir proche, une assistance médicale et des services d'hygiène, selon les ressources disponibles.

Grâce à la mise en œuvre d'une gamme plus large de prestations d'assistance en milieu urbain, le HCR éliminera progressivement les services de restauration au GDF en 2020. Le HCR continuera d'informer et de conseiller les personnes arrivées de manière informelle au GDF sur leurs options et la disponibilité de l'assistance en milieu urbain. Les personnes dont la demande de protection internationale est fondée se voient offrir une assistance en milieu urbain pour les aider à déménager, y compris des allocations d'urgence en espèces pendant les deux premiers mois, des articles de secours, l'accès à des soins de santé primaires et à l'orientation vers d'autres structures médicales. Elles seront également invitées à rencontrer notre personnel afin d'identifier des vulnérabilités et des solutions spécifiques. Nous continuons de demander des ressources supplémentaires qui nous permettraient de leur fournir un appui plus conséquent et plus durable.

Environ 40 personnes ont déjà accepté cette alternative, ce qui n'exclut pas qu'elles puissent être évacuées ou réinstallées hors de la Libye. Par exemple, quatre personnes qui ont accepté cette option ont été jugées éligibles pour une évacuation humanitaire à la suite d'entretiens pour évaluer leurs besoins en matière de protection internationale.

L'examen des cas individuels, y compris les évaluations en matière de protection et l'identification de solutions durables possibles en dehors de la Libye, continuera de s'effectuer au **bureau du HCR à Sarraj pour l'enregistrement**, afin de garantir l'intégrité des procédures du HCR.

Le HCR réaffirme que les possibilités de réinstallation demeurent malheureusement extrêmement limitées, le nombre de places de réinstallation disponibles dans le monde entier étant très largement inférieur aux besoins. **Moins de 1% des réfugiés identifiés par le HCR comme ayant besoin d'être réinstallés chaque année le sont effectivement**. Nous exhortons la communauté internationale à offrir davantage de places de réinstallation et à accélérer les processus pour nous aider à évacuer vers des lieux en sécurité un plus grand nombre de réfugiés ayant besoin d'être réinstallés.

30 octobre 2019

Des centaines de migrants abandonnés à leur sort devant le centre du HCR à Tripoli

<https://www.infomigrants.net/fr/post/20497/des-centaines-de-migrants-abandonnes-a-leur-sort-devant-le-centre-du-hcr-a-tripoli>

Des centaines de migrants sans abri patientent sous la pluie devant le centre de rassemblement et de départ (GDF) – géré par le HCR dans la capitale libyenne – sans avoir l'autorisation d'y entrer. Ils avaient été libérés mardi en fin d'après-midi d'un centre de détention du sud de Tripoli, Abu Salim.

Près de 24 heures après leur arrivée, des centaines de migrants patientent toujours devant le centre de rassemblement et de départ (GDF) du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), à Tripoli. Les portes du centre restent, pour l'heure, fermées.

Les migrants, au nombre de 400, selon la police libyenne, ont donc passé la nuit dehors, sans pouvoir s'abriter de la pluie, comme en témoignent des images transmises à la rédaction d'InfoMigrants. Aucune femme et aucun enfant ne se trouvent parmi eux.

“Quelle mascarade, quelle catastrophe humanitaire, 400 personnes passent la nuit sous la pluie, sans aucune couverture. Où sont les organisations humanitaires ? Où est la communauté internationale ?”, a demandé l'un des migrants devant le centre, à InfoMigrants.

Le GDF "déjà surpeuplé", selon le HCR

Selon le HCR - qui parle de 200 personnes à ses portes -, la situation "est tendue", le centre étant "déjà surpeuplé". Impossible donc d'accueillir de nouveaux résidents.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) assure faire son maximum. "Nos équipes travaillent maintenant sur le terrain, en coordination avec le HCR et le PAM (Programme alimentaire

mondial), pour délivrer une assistance d'urgence [...] aux migrants libérés hier du centre de détention d'Abu Salim", ont-ils écrit sur Twitter mercredi 30 octobre.

Contactée par InfoMigrants, une source au sein de la police libyenne s'est étonnée de la position "incompréhensible" du HCR.

Pour tenter de trouver un abri aux migrants abandonnés à leur sort, les forces de l'ordre libyennes ont proposé de les emmener dans d'autres centres de détention, mais ces derniers ont refusé.

Marche à pied du centre de Abu Salim jusqu'au GDF

La veille en fin de journée, ce groupe avait été relâché du centre de détention libyen d'Abu Salim, au sud de la ville de Tripoli. Les migrants libérés ont alors marché jusqu'au centre GDF de Tripoli. Les raisons de leur départ sont cependant vagues. Certains migrants assurent être sortis d'eux-mêmes. D'autres expliquent avoir été relâchés en raison de la situation sécuritaire dans cette zone de la capitale.

Le centre de détention d'Abu Salim est situé à proximité des zones de conflits [entre le général Haftar, l'homme fort de l'Est libyen et le gouvernement de Favez al-Sarraj]. "La situation dans les centres de détention est inacceptable et l'accès aux produits de première nécessité est difficile. La libération d'hier était inattendue et suscite des inquiétudes quant à la sécurité des migrants", a déclaré l'OIM à InfoMigrants.

Les chiffres restent également flous. Selon l'OIM, ce sont près de 600 personnes qui ont été "relâchées" du centre de détention d'Abu Salim.

Quitter plus rapidement la Libye ?

En se rendant au GDF, les migrants pensent pouvoir quitter plus rapidement le pays. Ils espèrent que l'étude de leur demande d'asile sera examinée plus vite et leur réinstallation accélérée.

En juillet, environ 300 migrants du centre de détention de Tajourah, à l'est de Tripoli, avaient parcouru 45 km à pied afin de rejoindre le centre du HCR.

Le GDF à Tripoli a ouvert ses portes au mois de décembre 2018. Géré par le ministère libyen de l'Intérieur, le HCR et LibAid (un partenaire du HCR), il a pour objectif de transférer les réfugiés vulnérables vers un lieu sûr, en Europe, notamment, via les programmes de réinstallation. Ou de les diriger vers d'autres structures d'urgence dans des pays tiers (au Niger ou au Tchad).

Il peut également proposer des retours volontaires aux migrants qui souhaitent rentrer chez eux. Il arrive toutefois que certains des migrants du GDF ne soient pas éligibles aux programmes de réinstallation. En octobre, en l'espace de deux semaines, deux demandeurs d'asile avaient tenté de mettre fin à leurs jours dans le centre GDF après avoir été priés de quitter le centre.

Plusieurs milliers de migrants sont détenus dans des centres de détention, officiellement gérés par les autorités libyennes. Dans la pratique, ces centres sont contrôlés par des groupes armés et les abus fréquents.

Au total, "plus de 669 000" migrants ont été recensés par les Nations unies en Libye depuis le mois d'août 2018. Parmi ce nombre important de migrants présents sur le sol libyen figurent 12 % de femmes et 9 % d'enfants.

3 juillet 2019

Plus de 40 migrants tués dans un raid aérien en Libye

<https://www.infomigrants.net/fr/post/17918/plus-de-40-migrants-tues-dans-un-raid-aerien-en-libye>

Avec AFP et Reuters (texte initialement publié sur *France 24*)

Un raid aérien a visé, mardi, un centre de détention de migrants près de Tripoli, la capitale libyenne. Un premier bilan fait état d'au moins 44 morts et d'une centaine de blessés. Le gouvernement d'union nationale accuse le maréchal Haftar.

Nouveau carnage en Libye. **Au moins 44 migrants ont été tués et plus de 130 personnes blessées, mardi 2 juillet au soir**, dans une frappe aérienne contre le centre de détention de migrants de Tajoura, situé à proximité d'un camp militaire en banlieue de Tripoli.

Dans un communiqué, le gouvernement d'union nationale (GNA), basé à Tripoli et reconnu par la communauté internationale, a dénoncé "un crime odieux", attribuant l'attaque au "criminel de guerre, Khalifa Haftar", l'homme fort de l'est libyen qui mène une offensive depuis début avril pour s'emparer de la capitale libyenne. Le GNA a accusé les forces pro-Haftar d'avoir mené une attaque "préméditée" et "précise" contre le centre de migrants.

L'Armée nationale libyenne (ANL) de Khalifa Haftar a nié avoir touché le centre de détention de migrants lors du raid aérien, affirmant que des milices alliées à Tripoli l'avaient bombardé après une frappe de précision menée par l'ANL contre un camp militaire.

Le bilan pourrait augmenter

Au moins 130 personnes ont été blessées dans l'attaque, selon un bilan communiqué par la mission de l'ONU en Libye. "Le bilan pourrait s'aggraver", a indiqué à l'AFP un porte-parole des services de secours, Osama Ali, précisant que **120 migrants étaient détenus dans le hangar** qui a été atteint de plein fouet par la frappe.

Plusieurs corps gisaient sur le sol du hangar aux côtés de restes humains mêlés aux affaires et vêtements des migrants maculés de sang. Les services de secours étaient encore à la recherche d'éventuels survivants sous les décombres, tandis que des dizaines d'ambulances se précipitaient sur place.

La frappe contre le centre n'a pas été revendiquée mais des médias pro-Haftar ont fait état mardi soir d'une "série de raids aériens" à Tripoli et Tajoura. La banlieue de Tajoura, qui compte plusieurs sites militaires appartenant aux groupes armés pro-GNA, est régulièrement la cible de raids aériens des forces du maréchal Khalifa Haftar.

Le HCR "extrêmement préoccupé"

Ces dernières ont promis cette semaine d'intensifier les frappes aériennes contre leurs rivaux du GNA, après avoir perdu Gharyan, ville située à une centaine de kilomètres de Tripoli dont le maréchal avait fait son centre opérationnel dans son offensive contre la capitale, à plus de 1 000 km de son bastion de Benghazi (est).

Sur son compte Twitter, le bureau du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) s'est dit "extrêmement préoccupé". La mission d'appui de l'ONU en Libye (Manul) a maintes fois exprimé son inquiétude sur le sort d'environ **3 500 migrants et réfugiés "en danger dans des centres de détention situés près de zones d'affrontements"**.

4 juin 2019

Libye : Le HCR obtient la libération de 96 détenus du centre de détention de Zintan

Ceci est un résumé des déclarations du porte-parole du HCR Babar Baloch – à qui toute citation peut être attribuée – lors de la conférence de presse du 04 juin 2019 au Palais des Nations à Genève.

<https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2019/6/5cf67c14a/libye-hcr-obtient-liberation-96-detenus-centre-detention-zintan.html>

Quatre-vingt-seize personnes ont été transférées hier depuis le centre de détention de Zintan à Tripoli, en Libye, vers un centre de rassemblement et de départ. Ce groupe est originaire de Somalie, d'Érythrée et d'Éthiopie et compte deux nouveau-nés.

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, fournit au groupe de la nourriture, un abri, une assistance médicale, y compris un soutien psychosocial, ainsi que des vêtements, des chaussures, des kits d'hygiène et des couvertures. Ces personnes resteront sur place en attendant d'être évacuées hors de la Libye.

Les conditions à Zintan sont effroyables. Les zones d'habitation sont surpeuplées et manquent de ventilation. Les toilettes débordent et doivent être réparées d'urgence. Par ailleurs, les déchets solides et les ordures se sont accumulés à l'intérieur de la cellule pendant des jours et constituent une grave menace pour la santé.

Les tensions parmi les détenus augmentent au fur et à mesure qu'ils deviennent agités et désespérés.

Au total, 654 réfugiés et migrants sont toujours détenus à Zintan. Toutes les options disponibles doivent être immédiatement mises en œuvre pour libérer les détenus restants.

En l'absence de centre de détention à Tripoli actuellement adapté pour accueillir des réfugiés et des migrants, notamment du fait des hostilités en cours, le HCR réitère son appel à la communauté internationale pour qu'elle procède à de nouvelles évacuations de réfugiés hors de la capitale.

De nouveaux détenus sont amenés dans les centres de détention, après avoir été secourus ou interceptés en mer au large des côtes libyennes, à un rythme plus rapide que celui de l'évacuation des personnes.

Davantage de personnes (1 224) ont été renvoyées en Libye par les garde-côtes libyens durant le seul mois de mai qu'au cours du reste de l'année 2019.

Il faut redoubler d'efforts pour empêcher que les personnes secourues ou interceptées en mer en Méditerranée centrale ne soient ramenées en Libye. Entre autres, la situation sécuritaire extrêmement instable à l'intérieur de la Libye signifie qu'il n'y a pas de port sûr dans ce pays pour y débarquer les réfugiés et les migrants secourus.

24 avril 2019

Libye : les exilés coincés entre la Méditerranée et les prisons de l'horreur

Libération / Célian Macé / https://www.liberation.fr/planete/2019/04/24/libye-les-exiles-coincees-entre-la-mediterranee-et-les-prisons-de-l-horreur_1723191

Les migrants bloqués en Libye vivent l'enfer dans des « centres d'accueil » échappant souvent au contrôle de l'Etat. Ils y risquent travaux forcés, tortures et viols.

A chacun son chiffre. Nul doute que l'Italien Matteo Salvini, ministre de l'Intérieur d'extrême droite, s'enorgueillit de celui-ci : 23 370 migrants ont débarqué sur les côtes italiennes en 2018, soit une baisse de 80 % par rapport à 2017. La plupart étaient montés sur un bateau de fortune en Libye. Mais cet itinéraire dit de la Méditerranée centrale, désormais moins emprunté que les « routes » Maroc-Espagne (65 000 personnes) ou Turquie-Grèce (50 000), est aussi le plus meurtrier. Depuis le début de l'année, au moins 257 migrants sont morts au cours de la traversée. En embarquant depuis une plage de Libye en 2019, les migrants ont une chance sur huit de perdre la vie.

Prison sordide

De l'avis général des milliers de réfugiés arrivés en Europe, le pire n'est pourtant pas la mer. Mais ce qui les attend en Libye s'ils sont interceptés par les gardes-côtes - en partie financés, équipés et formés par des pays européens - et renvoyés dans un « centre d'accueil », selon la terminologie des autorités. Une prison sordide en réalité. « Ils ne sont soumis à aucune procédure légale, rien n'est judiciarisé, décrit Julien Raickman, chef de mission de Médecins sans frontières, de passage à Paris. Les

femmes et les enfants représentent 20 % des détenus. On les entasse dans des salles communes où ils sont nourris avec 125 à 150 grammes de pâtes par jour, et c'est tout. »

MSF effectue des consultations dans plusieurs centres du Département de lutte contre la migration illégale (DCIM selon l'acronyme anglais) rattachés au ministère de l'Intérieur du gouvernement d'union nationale. Environ 6 000 migrants sont recensés dans ces centres « officiels », qui échappent pourtant souvent à tout contrôle. « *Les espaces sont surpeuplés, on a détecté beaucoup de cas de tuberculose, les gens disparaissent sans explication* », détaille Julien Raickman. « *Les enfants, y compris ceux séparés de leur famille, sont détenus avec les adultes dans les mêmes conditions sinistres*, indiquait un rapport du Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme publié en décembre. *Nous avons documenté des cas de tortures, de travaux forcés, de viols et de violences sexuelles perpétrés par les gardes du DCIM en toute impunité.* »

Pour les migrants prisonniers, il existe quatre manières de sortir de ces centres : le retour « volontaire » dans leur pays d'origine, encadré par l'Office international des migrations (22 000 cas depuis 2017), l'évacuation dans un camp du Haut Commissariat aux réfugiés, à Niamey, au Niger (2 800 cas), corrompre les gardiens pour retenter la traversée, ou bien être revendus à des trafiquants.

Car, en parallèle des centres gouvernementaux, des sites de détention secrets se sont multipliés tout au long des routes de migration. On y pratique le travail forcé et la torture à grande échelle pour extorquer de l'argent aux familles restées au pays. « *Dans ces lieux, il y a peu de limites morales à ce qu'on fait subir aux migrants*, décrit Julien Raickman. *J'ai vu un enfant de 9 ans qui avait été torturé à l'électricité pendant plusieurs semaines. Certains adultes en sortent comme des zombies, des squelettes de 40 kilos. On a soigné un homme à qui il manquait un centimètre de chair sur tout le dos, des tuyaux en plastique avaient été fondus sur son corps.* »

« Business »

Le rapport onusien sur les centres de détention libyens reproduisait le témoignage d'un Soudanais de 26 ans, qui a vécu deux mois de captivité dans la ville de Shwerif (sud) : « *Nous étions 700-800 personnes dans un grand hangar. Ils tiraient dans les jambes de ceux qui ne pouvaient pas payer et les laissaient se vider de leur sang. Mon fils de 5 ans a été frappé à la tête avec une barre en métal pour nous forcer à payer rapidement. J'ai vu beaucoup de gens mourir, des coups ou de la faim* », raconte-t-il.

Certes, depuis que les Européens (l'Italie en particulier) collaborent avec Tripoli pour empêcher les traversées, entravent les actions des bateaux de sauvetage comme l'*Aquarius* (qui a cessé ses activités en fin d'année dernière) et rechignent à laisser débarquer les navires des ONG dans leurs ports, le nombre d'arrivées a chuté. Mais pas le nombre de migrants, selon MSF. « *Il n'y a pas moins de monde dans les centres*, assure le chef de mission. *En Libye, le trafic des êtres humains est un business qui enrichit énormément de monde. On estime qu'il y a un million d'immigrés en Libye. L'immense majorité d'entre eux ne comptait pas rejoindre l'Europe, mais certains y sont poussés par les réseaux criminels et ce système de détention absurde.* » Le gouvernement lui-même, comme du temps de Kadhafi, a fait de la question migratoire une rente financière et diplomatique. Des dizaines de milices y puisent également une partie de leurs revenus.

9 avril 2019

Affrontements en Libye : le HCR relocalise en lieu sûr des réfugiés depuis des centres de détention

<https://www.unhcr.org/fr/news/press/2019/4/5cad93afa/affrontements-libye-hcr-relocalise-lieu-s-r-refugies-centres-detention.html>

Du fait de l'insécurité actuelle dans la capitale libyenne, le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, a relocalisé aujourd'hui plus de 150 réfugiés depuis le centre de détention d'Ain Zara au sud de Tripoli vers le centre du HCR pour le regroupement et le départ, dans une zone sûre située non loin.

Le centre de détention d'Ain Zara a été affecté par de violents affrontements ces derniers jours. Les réfugiés ont fait part au HCR de leur peur et leur inquiétude pour leur sécurité, car des combats survenaient dans les environs, et il ne leur restait que très peu de vivres.

Le HCR a reçu des informations faisant état de situations similaires dans d'autres centres de détention et examine actuellement ces demandes.

Aujourd'hui, la relocalisation de réfugiés et de migrants détenus est la première effectuée par le HCR depuis l'escalade récente des violences.

Le HCR travaille en étroite collaboration avec les autorités et ses partenaires pour assurer la relocalisation des personnes vulnérables des centres de détention.

« En Libye, de nombreux réfugiés et migrants subissent des abus effroyables. Ils courent désormais également de sérieux risques et ne doivent pas être négligés dans les efforts visant à mettre tous les civils à l'abri du danger et à les relocaliser dans des endroits plus sûrs », a déclaré Matthew Brook, chef-adjoint de la mission du HCR en Libye.

Depuis l'éruption des combats dans la capitale libyenne, plus de 3 400 Libyens ont été déplacés par les combats et beaucoup d'autres sont pris au piège dans les tirs croisés. Ils sont dans l'incapacité de fuir en quête de refuge.

Le HCR se joint à la communauté humanitaire pour exhorter au respect des obligations juridiques internationales afin d'assurer la sécurité de tous les civils et la sauvegarde de l'infrastructure civile, ainsi que de permettre un accès humanitaire complet, sûr, sans entrave et durable dans les zones touchées.

Dans le cadre de sa réponse à la crise d'urgence résultant de la violence actuelle, le HCR a également repositionné du matériel de secours dans des endroits clés à Tripoli et Misrata, a renforcé ses services d'assistance téléphonique et assure la continuité de ses programmes d'assistance aux réfugiés et aux Libyens déplacés en milieu urbain.

Le HCR réitère sa position selon laquelle les conditions en Libye ne sont pas sûres pour les réfugiés et les migrants secourus ou interceptés en mer, et que ces personnes ne doivent pas y être renvoyées.

18 mars 2019

En Libye, dans le centre de Zintan, des migrants sont morts de faim

<https://www.infomigrants.net/fr/post/15773/en-libye-dans-le-centre-de-zintan-des-migrants-sont-morts-de-faim>



Un migrant, le visage émacié, enfermé dans le centre de Zintan. Crédit : DR

InfoMigrants a reçu des photos de corps décharnés et des témoignages affirmant que plusieurs migrants étaient morts de faim dans le centre de détention de Zintan, au sud de Tripoli, ces derniers jours. Ce n'est pas la première fois que les ONG alertent sur la malnutrition sévère dans les camps libyens.

Les morts s'accumulent dans les centres de détention libyens où s'entassent actuellement des milliers de migrants détenus de force. À Zintan, au sud de la capitale libyenne, le centre officiel - rattaché au département libyen de lutte contre la migration illégale (DCIM, selon l'acronyme anglais) -, les conditions de vie sont catastrophiques. Pire, il y a des décès liés à la faim.

Selon un migrant Jon*, enfermé dans le centre de Zintan depuis plusieurs mois, l'eau et la nourriture manquent cruellement. "Des migrants sont récemment morts de faim. Depuis le mois de septembre, il y a eu 14 morts. Certains sont morts de tuberculose, d'autres sont morts parce qu'ils ne mangeaient plus assez", explique-t-il. "Nous n'avons pas assez à manger, pas assez d'eau".



Un migrant affamé dans le centre de Zintan, en Libye. Crédit : DR

Le Haut-commissariat pour les réfugiés à l'ONU (HCR) a accès aux camps officiels de la DCIM. Mais selon Jon, ni le HCR, ni l'organisation internationale des migrations (OIM), ni aucune organisation humanitaire comme Médecins sans frontières (MSF), ne sont venus à Zintan depuis le mois de décembre.

Les derniers morts remontent au 12 mars, raconte-t-il. "Il y a eu trois corps, deux hommes et une femme". Jon ne sait pas ce que sont devenues les dépouilles.



Un migrant dans le centre de Zintan, en Libye. Crédit : DR

Le HCR, contacté par InfoMigrants, nuance les propos de Jon. "Nous nous rendons à Zintan régulièrement pour apporter des soins médicaux mais la nourriture est gérée par les autorités libyennes", explique Paula Esteban, la porte-parole du HCR en Libye. "Nous ne sommes pas en charge de cela."

Les photos reçues par InfoMigrants sont particulièrement éprouvantes : on y voit des corps décharnés et des visages émaciés. Selon Giulia Tranchina, une avocate spécialisée dans l'asile, ces famines sont "délibérées". "Elles servent de punition aux migrants", explique-t-elle. "Il existe plusieurs centres de détention dans le pays où les privations de nourriture ont cours", pas seulement à Zintan.

En effet, dans le camp de Furahji Sebha, à Tripoli, des migrants ont affirmé avoir tenu presque une semaine sans nourriture. Selon Giulia Tranchina, à Furajhi Sebaa, les gardiens avaient affirmé n'avoir pas les moyens de les nourrir.

À Zintan, comme dans les autres centres de détention, il est presque impossible de recenser tous les décès. L'ONU a expliqué ne pas avoir accès aux registres des victimes - tenus par les autorités du pays. MSF émet même des doutes sur l'enregistrement des personnes disparues.

"Ici, les conditions de vie sont horribles et personne ne vient", se désespère Jon. "Nous perdons espoir, que pouvons-nous dire aux malades ? Qu'ils iront mieux ? Mais ce n'est pas le cas. Faites-nous sortir d'ici. On sait que l'ONU évacue des migrants de Tripoli vers le Niger. Nous sommes enregistrés comme demandeurs d'asile. Pourquoi personne ne s'occupe de nous ? Pourquoi nous abandonne-t-on ? Nous n'intéressons personne."

*Le prénom a été changé



11 janvier 2019

Plus de 669 000 migrants présents en Libye d'après l'ONU

<https://www.infomigrants.net/fr/post/14461/plus-de-669-000-migrants-presents-en-libye-d-apres-l-onu>

L'ONU a recensé plus de 669 000 migrants en Libye depuis le mois d'août. La situation des femmes et des enfants, présents en minorité, inquiète plus particulièrement les Nations unies. L'organisation alerte encore une fois sur les conditions de détention dans ce pays.

En Libye, "plus de 669 000" migrants ont été recensés par les Nations unies depuis le mois d'août 2018. Le chiffre émane d'un rapport cité par l'AFP et remis jeudi 10 janvier par le secrétaire général de l'organisation, Antonio Guterres au Conseil de sécurité de l'ONU.

Parmi ce nombre important de migrants présents sur le sol libyen figurent 12 % de femmes et 9 % d'enfants. D'après un autre rapport de l'Organisation internationale des migrations (OIM) publié en octobre pour la période de septembre-octobre 2018, ces enfants sont pour la plupart des mineurs non-accompagnés (65 %).

La situation de ces femmes et de ces enfants migrants inquiète le secrétariat général de l'ONU qui les juge "particulièrement vulnérables aux viols, abus sexuels et exploitations, par des acteurs étatiques comme non-étatiques".

Des migrants "nécessitant une protection internationale" dans les prisons libyennes

Le document d'Antonio Guterres alerte également le Conseil de sécurité sur les conditions de détentions des migrants. L'Onu indique qu'environ 5 300 réfugiés et migrants ont été enfermés en Libye durant les six derniers mois, dont "3 700 nécessitant une protection internationale". Des chiffres sous-estimés si l'on considère que des milliers d'autres personnes sont aux mains de milices et de contrebandes, estime l'ONG Human Right Watch (HRW).

"Toutes les prisons doivent être sous le contrôle effectif du gouvernement et ne dépendre d'aucune influence ou interférence venant de groupes armés", a justement rappelé le secrétaire général de l'ONU, qui a appelé les autorités libyennes à contrôler les prisons et à adopter des mesures afin de protéger les détenus "contre la torture et d'autres mauvais traitements". Il s'est dit préoccupé par "les violations généralisées des droits de l'homme et les abus commis à l'encontre des détenus et la détention arbitraire prolongée de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sans procédure régulière".

Concernant l'origine des personnes présentes sur le sol libyen, l'OIM avait estimé en octobre 2018, que les migrants étaient majoritairement issus du Niger (19 %), puis d'Égypte et du Tchad (14 %), du Soudan (10 %) et du Nigeria (10 %).

2 novembre 2018

Migrants détenus en Libye : quelles solutions pour les Érythréens ?

<https://www.infomigrants.net/fr/post/13077/migrants-detenus-en-libye-queelles-solutions-pour-les-erythreens>

Parmi les milliers de migrants détenus en Libye, de très nombreuses personnes sont originaires d'Érythrée. Sur leur route vers l'Europe, elles se retrouvent bien souvent en centre de détention après avoir été interceptées par les autorités libyennes. Elles ne peuvent pas bénéficier du "retour volontaire" et rentrer dans leur pays, dirigé d'une main de fer par le dictateur Issaias Afewerki. InfoMigrants fait le point sur les solutions qui peuvent leur permettre de quitter la Libye.

L'évacuation vers le Niger

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) peut évacuer des demandeurs d'asile et réfugiés érythréens vers le Niger dans le cadre de son programme de transfert d'urgence (ETM selon son acronyme anglais). Mais le nombre de personnes pouvant en bénéficier est limité car le Niger n'accepte d'héberger sur son sol dans la cadre de ce programme que 1 500 personnes à la fois. Pour qu'une nouvelle évacuation ait lieu, des places doivent être disponibles dans le centre du HCR au Niger.

La relocalisation vers un pays tiers

Des demandeurs d'asile et réfugiés érythréens enregistrés par le HCR peuvent être relocalisés vers un pays tiers (Canada, pays européens...) si celui-ci a donné son accord pour les accueillir. Cette solution est très rare, le nombre de pays qui acceptent ces relocalisations est très faible et les États n'acceptent que peu de personnes à la fois.

Retour vers un pays précédent

Si une personne a été enregistrée en tant que demandeur d'asile ou réfugié dans un pays avant d'arriver en Libye par le HCR ou bien auprès du gouvernement de ce pays, elle peut demander à y retourner. Le HCR peut alors faciliter son retour dans ce pays.

Qui peut être évacué ?

Pour bénéficier d'une évacuation, les migrants érythréens détenus dans les centres libyens doivent avoir été enregistrés par le HCR.

La décision d'évacuer ou non une personne est prise au cas par cas. Le HCR étudie les conditions de vulnérabilité de la personne (pays d'origine, victime de mauvais traitement etc.) et donne la priorité aux femmes avec enfants, aux mineurs non-accompagnés, aux personnes âgées et aux personnes gravement malades.

29 novembre 2017

Libye : Le HCR se félicite de la création d'un centre de transit pour accélérer la réinstallation de réfugiés vulnérables dans des pays tiers

<https://www.unhcr.org/fr/news/press/2017/11/5a201a89a/libye-hcr-felicite-creation-dun-centre-transit-accelerer-reinstallation.html>

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, se félicite de la **décision des autorités libyennes de créer un « centre de transit et de départ » à Tripoli** pour les personnes ayant besoin d'une protection internationale.

Cette initiative, appuyée par le gouvernement italien, facilitera le transfert de milliers de réfugiés vulnérables vers des pays tiers. « Nous espérons que des milliers de réfugiés parmi les plus vulnérables actuellement en Libye pourront bénéficier de cette initiative encourageante », a déclaré Roberto Mignone, le Représentant du HCR en Libye. Il a ajouté que l'objectif principal est d'accélérer la procédure de mise en œuvre de solutions durables dans des pays tiers, en particulier pour les enfants non accompagnés et séparés, et les femmes en danger.

Ces solutions durables comprendront la réinstallation, le regroupement familial, l'évacuation vers des centres d'urgence gérés par le HCR dans d'autres pays ou le rapatriement librement consenti, selon les cas.

Au centre, le personnel du HCR et de ses partenaires assurera l'enregistrement et la mise en œuvre de l'aide vitale telle que le logement, la nourriture, les soins médicaux et le soutien psychosocial.

Cette initiative est l'une des mesures nécessaires pour offrir des alternatives viables aux traversées dangereuses que les migrants et les réfugiés entreprennent sur l'itinéraire de la Méditerranée centrale. **En septembre, le HCR avait appelé à la mise à disposition de 40 000 places de réinstallation**

supplémentaires pour des réfugiés se trouvant dans 15 pays situés le long de cet itinéraire. Les engagements reçus jusqu'à présent n'en couvrent que 10 500.

« Cette initiative constitue un important pas en avant et nous sommes reconnaissants de l'engagement fort pris par le gouvernement libyen qui l'a rendue possible, ainsi que du rôle important qu'a joué le gouvernement italien. Il faut désormais que les États membres de l'UE et d'autres emboitent le pas et proposent des places de réinstallation ainsi que d'autres solutions durables, et notamment des quotas pour le regroupement familial », a ajouté Roberto Mignone. « Prises ensemble, ces mesures constitueront une plate-forme solide afin de trouver des solutions durables pour ces personnes vulnérables, dans un contexte de responsabilité partagée. »

Évacuation du Niger vers l'UE

28 mars 2020

Portraits de jeunes Érythréens « réinstallés » par le HCR en France « via » le Niger

<http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200328-portraits-jeunes-érythréens-réinstallés-le-hcr-en-france-le-niger> (Texte par Catherine Guilyardi)



Le camp du HCR à Hamdallaye, près de Niamey, au Niger, lors de son ouverture en avril 2019. Catherine Guilyardi
Un programme d'évacuation d'urgence de Libye permet au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), via le Niger, de réinstaller des personnes « particulièrement vulnérables » dans des pays dits « sûrs » en Europe et en Amérique du Nord. Témoignages de deux jeunes Érythréens, l'un encore au Niger, l'autre « réinstallé » en France.

Le vent soufflait et la chaleur de ce mois d'avril au Niger paraissait moins forte. Il n'y avait pas un arbre sous lequel s'abriter dans **le nouveau camp de Hamdallaye** en train de pousser dans le sable, **à une vingtaine de kilomètres de Niamey**. Mebratu*, 26 ans, restait à l'ombre de sa tente préfabriquée, décorée avec les couvertures colorées distribuées par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Mais en ce printemps 2019, le jeune Érythréen affichait un large sourire. Il venait d'apprendre son départ pour la France neuf jours plus tard.

Comme tant de jeunes hommes de son pays, Mebratu avait fui le service militaire à vie, imposé par la dictature du président Issayas Afewerki. Il était convaincu que l'Europe lui offrirait la liberté qu'il cherchait, mais son périple s'était arrêté dans une prison libyenne. Deux ans sont passés puis le HCR lui a proposé de l'évacuer vers le Niger. « *J'étais dans un camp de détention à Misrahi avec 110 personnes originaires d'Afrique de l'Est. Après six mois de procédure, un délégué libyen du HCR nous a embarqués dans trois bus pour Tripoli et nous avons pris l'avion. Quand je suis arrivé ici, j'avais l'impression d'être né une deuxième fois. Je ne pensais pas que je survivrai. J'étais si heureux, je me sentais libre.* »

Mebratu a bénéficié d'un programme d'urgence mis en place par le HCR avec plusieurs pays d'Europe et d'Afrique en août 2017, suite à un reportage de la chaîne de télévision américaine CNN sur des cas d'esclavagisme de migrants en Libye. L'Emergency Transit Mechanism (ETM) est présenté par le Niger et ses partenaires occidentaux comme le pendant humanitaire de la politique de lutte contre « les

réseaux d'immigration économique irrégulière », mise en place en novembre 2015 par le sommet euro-africain de La Valette sur la migration.

L'ETM permet à l'organisation onusienne de « réinstaller » (vocabulaire du HCR) les réfugiés « *particulièrement vulnérables* » dans des pays « sûrs » en Europe et Amérique du Nord. Selon les derniers chiffres, 2 310 personnes avaient été réinstallées pour 6 351 promesses faites par les 14 pays volontaires. C'est un tout petit chiffre par rapport aux 600 000 migrants présents en Libye, dont 46 000 réfugiés. Le « *profiling* » (la sélection) s'effectue dès les camps de détention libyens pour identifier les plus vulnérables et surtout les nationalités qui pourront prétendre au statut de réfugié. Seules sept nationalités sont considérées comme pouvant relever du droit d'asile par les autorités libyennes, qui n'ont pas signé la Convention de Genève : Éthiopiens oromo, Érythréens, Irakiens, Somaliens, Syriens, Palestiniens et Soudanais du Darfour.

Dans sa petite chambre du foyer des jeunes travailleurs dans une ville de Dordogne, dans le sud-ouest de la France, Asante* n'a pas oublié les nombreux entretiens qu'il a dû passer au Niger avec le HCR. L'Office français chargé de délivrer le statut de réfugié (Ofpra) s'est aussi déplacé à Niamey pour l'interroger. Contrairement à d'autres pays, qui laissent le HCR gérer tout le processus, la France tient à ce dernier entretien avant de donner son accord. Elle a accueilli 10 000 « réinstallés » depuis fin 2017, dont 3 000 Africains arrivant des camps du HCR au Niger, au Soudan et au Tchad.

Asante a atterri en septembre 2018 à Paris. L'association chargée par l'État français de l'accueillir l'a emmené à Bordeaux, puis dans un centre médico-social de Dordogne où il a passé quelques mois. Après des examens médicaux, un suivi psychologique et 200 heures de cours de français, il vit aujourd'hui dans un foyer avec d'autres jeunes étrangers et français. Il attend toujours de commencer la formation d'électricien qu'il a demandée il y a plus d'un an. « *Depuis que je suis en France, j'attends tout le temps. Tout ce que je veux, c'est apprendre. Travailler, être plus fatigué, c'est ça mon rêve !* »

Il suit des cours de français trois jours par semaine, mais son niveau reste insuffisant. Il se rend régulièrement à Pôle emploi, espérant qu'ils lui proposent une activité. Asante voudrait partir pour retrouver ses « *amis, rencontrés au Niger dans le camp, qui ne sont pas avec [lui], certains réinstallés à Lyon ou Marseille* ».

L'accompagnement des associations mandatées par l'État, telles France terre d'asile ou Forum réfugiés-Cosi, s'arrête au bout d'un an pour des raisons financières. C'est trop court, selon les bénévoles qui accompagnent ces réfugiés jugés « *particulièrement vulnérables* » par le HCR.

Brigitte et Marie-Noëlle sont bénévoles dans la petite ville de Nontron, en Dordogne, dans une zone rurale. Elles témoignent du niveau de français très faible et de l'état de santé, physique et psychologique, fragile de ces réfugiés. La coopération avec les associations mandatées n'est pas très bonne et elles n'ont reçu aucune formation pour accompagner ces gens qui ont souvent un passé traumatisant.

« *C'est lourd mentalement et j'ai été obligée de m'arrêter à un moment donné* », raconte Brigitte, particulièrement impliquée, qui s'occupe du soutien scolaire et d'accompagner les réfugiés à leurs très nombreux rendez-vous médicaux, souvent loin de Nontron. « *L'histoire de ces gens est douloureuse*, renchérit Marie-Noëlle. *Lorsque nous les accompagnons aux rendez-vous médicaux, nous entrons dans leur intimité. On ne peut pas s'habituer à une telle souffrance physique ou mentale. Heureusement, on se soutient entre nous.* »

Aujourd'hui, quatre des six familles accueillies à Nontron sont parties, soit parce que le père avait trouvé un travail, soit pour rejoindre des proches réinstallés ailleurs en France. Asante est resté seul en Dordogne. Il vit du revenu de solidarité active (RSA), des aides de la Caisse d'allocation familiale (CAF) et de la solidarité du voisinage. C'est une assistante sociale du département qui s'occupe de lui depuis que l'association mandatée a mis fin à l'accompagnement. Il ne bénéficie plus d'un dispositif particulier en tant que réfugié. Il est suivi comme tous les gens fragiles présents en Dordogne.

Mebratu est arrivé en France, le 9 mai dernier, avec 32 autres personnes évacuées de Libye. Comme Asante, il a bénéficié pour son installation du financement européen qui permet à la France de recevoir ces réfugiés. Le suivi national d'accueil pour les demandeurs d'asile et les réfugiés, plus long et progressif, ne s'applique pas à ces gens pourtant très fragiles, victimes de guerre ou d'un parcours migratoire traumatique.

Mebratu ne connaissait pas encore sa destination finale en France quand nous l'avons rencontré, mais il savait d'où il venait et remerciait le pays qui avait accepté de l'accueillir : « *Je ne pensais pas que je serais vivant aujourd'hui. En Libye, on pouvait mourir sur une plaisanterie d'un gardien, alors je suis reconnaissant de ce qu'il m'arrive. Merci la France !* » Nous n'avons pas réussi à retrouver Mebratu, malgré nos demandes à l'administration française. A-t-il gardé le même sourire que celui qu'il arborait avant son départ de Niamey ? La route reste longue pour ces réfugiés qui doivent s'intégrer dans un nouveau pays après des années d'errance et de violences.

* Les prénoms ont été modifiés

Cette enquête a été initiée par l'auteure, rédactrice en chef de la revue mensuelle De facto, avec les chercheurs de l'Institut Convergences Migrations.

Evacuation de la Libye vers le Niger

20 juin 2019

131 réfugiés évacués depuis la Libye vers le Niger, au milieu du conflit en cours à Tripoli

<https://www.unhcr.org/fr/news/press/2019/6/5d0b979ba/131-refugies-evacues-libye-vers-niger-milieu-conflit-cours-tripoli.html>

Un groupe de 131 réfugiés a été évacué hier soir hors de la Libye vers le Niger et le centre de transit géré par le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, dans le cadre du Mécanisme de transit d'urgence (ETM).

Les personnes évacuées sont originaires de l'Érythrée, de la Somalie et du Soudan. Parmi elles se trouvaient 65 enfants de moins de 18 ans. Certaines personnes de ce groupe étaient auparavant détenues dans des centres de détention depuis plus d'un an.

« Nous ne pouvons sous-estimer l'importance de ces évacuations qui sauvent des vies », a déclaré Jean-Paul Cavalieri, chef de mission du HCR en Libye. « En cette Journée mondiale du réfugié et pour la première fois depuis longtemps, ces réfugiés pourront dormir la nuit en sachant qu'eux-mêmes et leurs familles sont à l'abri du danger. Mais il reste encore beaucoup à faire. Il est urgent que les Etats se manifestent pour nous aider à évacuer d'autres réfugiés vulnérables hors de Libye. »

Avant l'évacuation, le groupe était hébergé au Centre de rassemblement et de départ (GDF), géré par le HCR à Tripoli, après que le HCR ait obtenu leur libération dans différents centres de détention du pays. Le HCR remercie le ministère libyen de l'Intérieur et son partenaire, LibAid, pour leur soutien en vue de la libération et du transfert de ces personnes hors des centres de détention.

Au GDF, le HCR leur a fourni de la nourriture, un abri, une assistance médicale, y compris une aide psychosociale, ainsi que des vêtements et des kits d'hygiène.

Les personnes évacuées recevront désormais une aide humanitaire à l'ETM tout en se préparant à d'autres options, telles que la réinstallation.

Avec cette évacuation, le HCR a déjà aidé 1297 réfugiés vulnérables à quitter la Libye en 2019, dont 711 au Niger, 295 en Italie et 291 autres qui ont été réinstallés en Europe et au Canada.

Cependant, le nombre croissant de personnes transférées dans des centres de détention après avoir été secourues et interceptées en Méditerranée centrale signifie que de nombreuses autres places de réinstallation sont nécessaires.

Le conflit à Tripoli ne montrant aucun signe d'accalmie, plus de 3 800 réfugiés et migrants détenus dans des centres de détention risquent toujours d'être pris dans ces affrontements.

Le HCR réitère son appel aux autorités libyennes pour qu'elles libèrent tous les réfugiés et demandeurs d'asile et qu'elles ferment les centres de détention.

13 novembre 2017

Le HCR évacue des migrants africains de Libye



Des migrants sur une base navale de Tripoli après avoir été secouru en mer par la marine libyenne, le 4 novembre 2017 (image d'illustration).REUTERS/Ahmed Jadallah

<http://www.rfi.fr/fr/afrique/20171112-hcr- evacue-migrants-libye-niger>

Un groupe de 25 migrants originaires d'Erythrée, d'Ethiopie et du Soudan qui étaient bloqués en Libye dans une situation très grande vulnérabilité ont été évacués samedi 11 novembre au Niger par le haut-commissariat aux réfugiés. Ces migrants, après avoir été identifiés comme des réfugiés en Libye par le HCR, seront hébergés dans une maison d'hôte à Niamey en attendant que leur demande de réinstallation dans un autre pays soit traitée. Ce type d'évacuation est une première.

Selon le haut-commissariat aux réfugiés, cette procédure inédite et complexe a été élaborée sur la base de plusieurs constats : d'abord, parmi les migrants détenus souvent dans des conditions abominables en Libye, plusieurs centaines peuvent prétendre au statut de réfugiés.

Le HCR, qui a accès à une trentaine de centres de détention en Libye, travaille à les identifier et les faire relâcher. Mais même une fois officiellement reconnues comme réfugiées, ces personnes restent finalement coincées sur place car les pays qui pourraient les accueillir ne veulent ni travailler en Libye pour raison de sécurité, ni réaliser les entretiens à distance.

L'idée est donc d'évacuer les réfugiés dans un pays de transit afin de les soustraire aux violences tout en permettant aux potentiels pays hôtes d'effectuer leurs formalités dans de bonnes conditions.

Le Niger, seul pays d'accueil de transit

Un dispositif qui est loin d'être idéal, mais qui est crucial vu la situation actuelle en Libye pour sauver des vies, souligne le HCR.

Sauf que pour le moment, ce type d'évacuation risque de ne se faire qu'au compte-gouttes, car seul le Niger a accepté d'accueillir en transit ces réfugiés exfiltrés de Libye.

Quant à la réinstallation finale, le nombre de places offertes par les pays d'accueil reste dérisoire : en 2016, seuls 6 % des réfugiés présents dans les quinze pays d'asile et de transit situés le long de la route de la Libye ont pu être réinstallés.

Si on n'arrive pas à réinstaller les réfugiés à partir de la Libye, on a démontré par cette évacuation qu'on peut évacuer les gens vers un pays tiers à partir duquel ils pourront être réinstallés.

Vincent Cocherel explique la spécificité de cette opération par rapport aux actions déjà menées par l'Organisation internationale des migrations (OIM) auprès des migrants coincés en Libye.

« L'OIM s'occupe de gens qui sont allés vers la Libye pour des raisons économiques et l'OIM met en œuvre une solution qui est la solution de retour de ces personnes-là dans les pays d'origine, souligne-t-il. Là, nous parlons de réfugiés des différents pays, donc de gens qui ne peuvent pas rentrer dans leurs pays d'origine parce qu'ils ont été persécutés ou que leur pays est en guerre. Donc la solution du retour n'est pas possible pour ces personnes-là dans l'immédiat et il nous faut absolument, nous, les soustraire aux formes de violence auxquelles ils sont confrontés dans les centres de détention et c'est pour ça qu'on a besoin de pays de réinstallation. »

Il rappelle que **l'évacuation vers le Niger est « temporaire »**. « Nous avons soumis leur cas à la considération d'un certain nombre de pays de réinstallation et nous espérons qu'ils pourront quitter le Niger d'ici à la fin de l'année », indique l'envoyé spécial du HCR pour la Méditerranée.

Réinstallation du Niger vers le Rwanda

20 Janvier 2020

Rwanda : France, Canada, Suède, Norvège prêts à accueillir des réfugiés de Libye



Un jeune réfugié dans le centre de transit de Gashora au Rwanda. RFI/Laure Broulard

RFI <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200120-rwanda-france-canada-suède-norvège-réfugiés-libyens>

Au Rwanda, les réfugiés évacués de Libye commencent à être réinstallés. En septembre dernier, Kigali a signé un accord avec le HCR et l'Union africaine prévoyant l'accueil de demandeurs d'asile bloqués dans des centres de détention en Libye. **Aujourd'hui, ils sont environ 300 dans un centre de transit à Gashora**, dans le sud-est du pays, dans l'attente d'une solution. Mais déjà, la France, le Canada, la Suède et la Norvège se sont portés volontaires pour en accueillir.

À Gashora, l'heure est à l'espérance. Il y a quelques mois, ces demandeurs d'asile étaient dans ce qu'ils appellent l'enfer libyen. Aujourd'hui, ils jouent de la musique dans ce **centre géré par le Haut-Commissariat des Nations unies** pour les réfugiés. En décembre, sept d'entre eux sont déjà partis pour la Suède.

Rezan et son fils de 8 ans font partie des 30 prochains : « *En Libye c'était très dur, les passeurs faisaient ce qu'ils voulaient de nous, on n'avait aucune liberté. J'ai vu beaucoup de mes compatriotes érythréens souffrir et mourir.* »

Aujourd'hui pour elle, c'est donc un rêve devenu réalité. « *Je suis si heureuse, regardez, j'ai même pris du poids ! J'ai hâte d'arriver en Suède pour que mon fils puisse aller à l'école et pour commencer à gagner ma vie* », se réjouit-elle.

La Suède serait prête à accueillir 150 demandeurs d'asile, la France 100, le Canada 200 et la Norvège 450, de quoi permettre de nouvelles évacuations de Libye selon Élise Villechalane, du HCR.

« *Nous allons pouvoir faire plus de places dans le centre pour évacuer plus de gens et sauver plus de vie*, explique-t-elle. *Dans le cadre de l'accord que nous avons signé avec le Rwanda, l'accord était que nous puissions accueillir 500 personnes à tout moment sur le territoire rwandais.* »

Les réfugiés ont également la possibilité de rester au Rwanda, ou d'être réinstallés dans un pays tiers sûr de la région, des solutions alternatives pour l'instant rejetées par la plupart d'entre eux.

25 novembre 2019

Un troisième groupe de réfugiés évacués depuis la Libye vers le Rwanda avec l'appui du HCR

<https://www.unhcr.org/fr/news/press/2019/11/5ddbe911a/troisieme-groupe-refugies-evacues-libye-vers-rwanda-lappui-hcr.html>



Un groupe de réfugiés arrive à l'aéroport international de Kigali, après une évacuation vitale depuis la Libye vers le Rwanda.
© HCR / Eugene Sibomana

Plus de 100 réfugiés vulnérables, dont plusieurs bébés nés dans des centres de détention en Libye, sont arrivés au Rwanda à bord d'un vol d'évacuation humanitaire organisé par le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés.

Ce **groupe composé de 117 personnes** est arrivé à l'aéroport international de Kigali à 22h45 hier soir (dimanche 24 novembre). Ils ont été transférés dans un **centre de transit à Gashora**, où le HCR leur fournit une assistance vitale, notamment de la nourriture, de l'eau, des soins médicaux, un soutien psychosocial et un logement.

« Alors que la violence s'intensifie à Tripoli, ces évacuations sont plus que jamais urgentes », a déclaré Vincent Cochetel, Envoyé spécial du HCR pour la Méditerranée centrale. « Toutefois, avec des milliers de réfugiés dont la vie est toujours menacée dans les centres de détention et en milieu urbain en Libye, nous avons besoin que les États nous aident à faire sortir davantage de réfugiés du pays beaucoup plus rapidement. »

Les membres du groupe sont originaires d'Érythrée pour la plupart. Par ailleurs, un petit nombre des réfugiés sont également originaires de Somalie, d'Éthiopie, du Soudan et du Soudan du Sud.

Environ deux tiers des personnes de ce groupe ont moins de 18 ans et, en grande majorité, elles ont été séparées de leurs parents et de leur famille élargie. Parmi le groupe se trouvent deux bébés d'un mois.

Ces personnes ont obtenu le statut de demandeur d'asile pendant l'examen de leur cas et la recherche d'autres solutions - notamment la réinstallation, le retour librement consenti dans les pays d'asile précédents, le retour volontaire dans les pays d'origine lorsque c'est possible et l'intégration locale au Rwanda.

Environ un quart du groupe a été évacué via le centre de rassemblement et de départ de Tripoli. D'autres ont été évacués directement depuis des centres de détention et des centres urbains.

Ces personnes ont été identifiées sur la base d'évaluations de leur vulnérabilité. En raison du nombre limité de places disponibles pour l'évacuation et la réinstallation, la priorité est accordée aux personnes qui en ont le plus besoin, notamment les enfants non accompagnés, les survivants de la torture et d'autres abus, ainsi que les personnes ayant besoin de soins médicaux.

Plusieurs vols humanitaires supplémentaires au départ de la Libye sont prévus au cours des prochaines semaines.

Le HCR remercie les autorités libyennes, rwandaises et nigériennes, ainsi que l'Union africaine, pour leur soutien via la Mécanisme de transit d'urgence (ETM). Le HCR se félicite également de la récente contribution de l'Union européenne d'un montant de 10 millions de dollars pour l'ETM Rwanda, ce qui nous aide à y transférer des réfugiés plus vulnérables hors de Libye et à les mettre en sécurité.

Suite à cette évacuation, le HCR a déjà aidé au total 2142 réfugiés et demandeurs d'asile à trouver des solutions hors de la Libye en 2019 - y compris la réinstallation de 723 personnes. Nous continuons d'appeler à la fin de la détention des réfugiés et des migrants en Libye, ainsi qu'à davantage de places de réinstallation et à des processus plus rapides et plus souples pour éloigner davantage de réfugiés du danger.

Environ 4 500 réfugiés et demandeurs d'asile sont toujours détenus dans des centres de détention en Libye, y compris des personnes nouvellement détenues après avoir été sauvées ou interceptées en mer par les garde-côtes libyens. Avec d'autres réfugiés vulnérables vivant en milieu urbain, ils risquent toujours d'être pris dans les affrontements incessants ou d'être soumis à d'effroyables sévices aux mains des passeurs et des trafiquants en Libye.

25 novembre 2019

Un troisième groupe de réfugiés évacués de Libye vers le Rwanda avec l'appui du HCR

<https://news.un.org/fr/story/2019/11/1056881>



© UNHCR/Eugene Sibomana Trois jeunes réfugiés à l'aéroport de Kigali, au Rwanda, après être arrivés de Libye.

Plus de 100 réfugiés vulnérables, dont plusieurs bébés nés dans des centres de détention en Libye, sont arrivés dimanche au Rwanda à bord d'un vol d'évacuation humanitaire organisé par le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés.

A son arrivée à Kigali, ce groupe composé de **116** personnes a été transféré dans un centre de transit à Gashora, où le HCR leur fournit une assistance vitale, notamment de la nourriture, de l'eau, des soins médicaux, un soutien psychosocial et un logement, a précisé le HCR dans un communiqué de presse.

« Alors que la violence s'intensifie à Tripoli, ces évacuations sont plus que jamais urgentes », a déclaré Vincent Cochetel, Envoyé spécial du HCR pour la Méditerranée centrale. « Toutefois, avec des milliers de réfugiés dont la vie est toujours menacée dans les centres de détention et en milieu urbain en Libye, nous avons besoin que les États nous aident à faire sortir davantage de réfugiés du pays beaucoup plus rapidement ».

Les membres du groupe sont originaires d'Érythrée pour la plupart. Par ailleurs, un petit nombre des réfugiés sont également originaires de Somalie, d'Éthiopie, du Soudan et du Soudan du Sud.

Environ deux tiers des personnes de ce groupe ont moins de 18 ans et, en grande majorité, elles ont été séparées de leurs parents et de leur famille élargie. Parmi le groupe se trouvent deux bébés d'un mois.

Ces personnes ont obtenu le statut de demandeur d'asile pendant l'examen de leur cas et la recherche d'autres solutions - notamment la réinstallation, le retour librement consenti dans les pays d'asile précédents, le retour volontaire dans les pays d'origine lorsque c'est possible et l'intégration locale au Rwanda.

Ces personnes ont été identifiées sur la base d'évaluations de leur vulnérabilité. En raison du nombre limité de places disponibles pour l'évacuation et la réinstallation, la priorité est accordée aux personnes qui en ont le plus besoin, notamment les enfants non accompagnés, les survivants de la torture et d'autres abus, ainsi que les personnes ayant besoin de soins médicaux.

Plusieurs vols humanitaires supplémentaires au départ de la Libye sont prévus au cours des prochaines semaines.

Le HCR a remercié les autorités libyennes, rwandaises et nigériennes, ainsi que l'Union africaine, pour leur soutien. Le HCR se félicite également de la récente contribution de l'Union européenne d'un montant de 10 millions de dollars pour aider à transférer des réfugiés plus vulnérables hors de Libye.

Suite à cette évacuation, le HCR a déjà aidé au total **2 141** réfugiés et demandeurs d'asile à trouver des solutions hors de la Libye en 2019 - y compris la réinstallation de 723 personnes. Environ 4 500 réfugiés et demandeurs d'asile sont toujours détenus dans des centres de détention en Libye.

11 octobre 2019

Deuxième évacuation vitale de réfugiés vulnérables depuis la Libye vers le Rwanda

Ceci est un résumé des déclarations du porte-parole du HCR Andrej Mahecic – à qui toute citation peut être attribuée – lors de la conférence de presse du 11 octobre 2019 au Palais des Nations à Genève



Un jeune enfant se fait mesurer l'avant-bras pendant son examen médical au Centre de transit d'urgence de Gashora, au Rwanda. © HCR / Tobin Jones

Vers 23h20 hier soir, un groupe de 123 réfugiés vulnérables est arrivé à l'aéroport international de Kigali, par le deuxième vol d'évacuation depuis la Libye vers le Rwanda. Ils ont été transférés dans un centre de transit à Gashora où le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, leur fournit une assistance vitale, notamment de la nourriture, de l'eau, des soins médicaux, un soutien psychosocial et un hébergement.

Ils ont obtenu le statut de demandeur d'asile pendant que leur cas est évalué et que d'autres solutions sont recherchées pour eux - y compris la réinstallation, le retour librement consenti dans les pays d'asile précédents, le retour volontaire dans les pays d'origine quand la situation de sécurité le permet ou l'intégration dans les communautés locales rwandaises.

Le groupe était composé principalement d'Érythréens ainsi que d'un plus petit nombre de Somaliens, d'Éthiopiens et de Soudanais.

Environ la moitié des membres de ce groupe (59) sont âgés de moins de 18 ans. Une majorité d'entre eux avaient été séparés de leurs parents et de leur famille élargie. L'un des enfants avait auparavant été détenu depuis plus de deux ans et demi. Le plus jeune évacué n'a que huit mois.

La plupart des membres du groupe ont été évacués via le centre de rassemblement et de départ après que le HCR ait obtenu leur libération depuis les centres de détention. D'autres ont été évacués directement depuis des centres de détention et deux d'entre eux vivaient en milieu urbain. Parmi les évacués figuraient des survivants de l'attaque aérienne du 2 juillet contre le centre de détention de Tajoura.

Toutes les personnes évacuées ont été identifiées sur la base d'évaluations en matière de vulnérabilité. Le nombre de places disponibles pour l'évacuation et la réinstallation n'étant pas suffisant pour répondre aux besoins, des efforts sont menés pour donner la priorité aux personnes qui en ont le plus besoin - notamment les enfants non accompagnés, les survivants de torture et d'autres abus ainsi que les personnes ayant besoin de soins médicaux.

Le HCR est reconnaissant envers le Rwanda et le Niger, ainsi que l'Union africaine, pour le soutien apporté par l'intermédiaire du Mécanisme de transit d'urgence dans les deux pays, et envers d'autres États qui nous ont aidés à mettre des réfugiés vulnérables à l'abri en Libye.

Suite à cette évacuation, le HCR a déjà aidé au total 1663 réfugiés vulnérables à quitter la Libye en 2019. Toutefois, il faut augmenter le nombre de places ainsi qu'accélérer et assouplir les processus pour éloigner un plus grand nombre de réfugiés du danger.

Il est néanmoins clair que le nombre de places disponibles pour la réinstallation et l'évacuation continuera d'être inférieur aux besoins. Pour les personnes que nous ne pouvons pas faire sortir de la Libye, des alternatives à la détention doivent être trouvées. Le HCR réitère son appel pour la fermeture de tous les centres de détention et la libération des personnes détenues.

Quelque 3 740 réfugiés sont toujours détenus dans des centres de détention, y compris des personnes nouvellement détenues après avoir été récemment secourues ou interceptées en mer par les garde-côtes libyens. Avec d'autres réfugiés vulnérables vivant en milieu urbain, ils risquent toujours d'être pris au piège dans les affrontements incessants ou d'être soumis à d'effroyables sévices aux mains des passeurs et des trafiquants en Libye.

27 septembre 2019

Un premier groupe de réfugiés vulnérables évacués depuis la Libye vers le Rwanda



Des réfugiés arrivent à l'aéroport de Kigali, au Rwanda, après un vol d'évacuation depuis la Libye. © HCR / Tobin Jones

Ceci est un résumé des déclarations du porte-parole du HCR Babar Baloch – à qui toute citation peut être attribuée – lors de la conférence de presse du 27 septembre 2019 au Palais des Nations à Genève.

Un groupe de 66 réfugiés vulnérables a été évacué depuis la Libye vers le Rwanda hier soir à bord d'un vol affrété par le HCR. Ils sont les premiers à bénéficier du mécanisme de transit d'urgence, récemment adopté et mis en place par le gouvernement du Rwanda, l'Union africaine et le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés.

Le groupe qui a atterri à l'aéroport international de Kigali aux alentours de 21h30 heure locale, comprenait un bébé né en détention en Libye il y a tout juste deux mois. Au total, 26 des évacués étaient des enfants réfugiés, presque tous non accompagnés.

Un évacué n'avait pas quitté un centre de détention depuis plus de quatre ans. Tous les évacués étaient Soudanais, Somaliens ou Érythréens.

À leur arrivée, les réfugiés ont été enregistrés et ils ont reçu des documents d'identité, avant d'être transférés vers un centre de transit à Gashora, à 60 kilomètres environ au sud de la capitale Kigali, où le HCR leur fournira un logement, de la nourriture, de l'eau, des ustensiles de cuisine, des couvertures, des moustiquaires et d'autres articles de première nécessité.

Une équipe de neuf professionnels de santé, dont un psychologue, travaillera aux côtés de conseillers spécialisés dans le soutien aux enfants et aux survivants de violences sexuelles, pour fournir des soins de santé et aider les personnes évacuées qui ont survécu à la torture, aux violences sexuelles et aux violations des droits humains pendant leur séjour en Libye.

L'ensemble des membres de ce groupe s'est vu accorder le statut de demandeur d'asile, dans l'attente d'une évaluation de leurs demandes d'asile par le HCR. Ils ont les mêmes droits que les autres réfugiés au Rwanda, y compris l'accès à l'éducation et aux soins de santé, la liberté de mouvement et de travail.

Toutes les personnes évacuées seront invitées à suivre une formation linguistique et professionnelle pour aider à leur intégration dans les communautés locales pendant leur séjour au Rwanda.

D'autres solutions seront alors recherchées pour les réfugiés, y compris la réinstallation pour certains d'entre eux. D'autres solutions comprennent le retour volontaire dans les pays où l'asile avait déjà été accordé, le retour dans le pays d'origine si celui-ci est sûr et librement consenti, ou l'intégration dans les communautés locales rwandaises d'accueil.

Toute personne n'ayant pas besoin d'une protection internationale recevra une aide pour rentrer chez elle ou aura la possibilité de régulariser son statut au Rwanda.

Un deuxième vol d'évacuation est prévu dans les semaines à venir, alors que le HCR poursuit ses efforts pour mettre les réfugiés vulnérables en Libye à l'abri du danger et en sécurité. Il est urgent d'accélérer les évacuations et d'augmenter le nombre de lieux et d'initiatives d'évacuation, tels que le mécanisme de transit d'urgence.

Le HCR exhorte la communauté internationale à soutenir les efforts du Rwanda en solidarité avec les réfugiés en fournissant un soutien financier et des places de réinstallation.

Le HCR estime que 10 millions de dollars seront dépensés pour des investissements initiaux et pour gérer l'ensemble du mécanisme de transit d'urgence en Libye et au Rwanda jusqu'à fin 2019. Cela comprend les coûts initiaux des travaux de construction et de rénovation, l'aide de base et les services aux réfugiés évacués. Le HCR a recours à un financement non affecté pour la mise en œuvre du programme ETM au Rwanda, qui n'était pas budgétisé au début de l'année, et sollicite activement un soutien supplémentaire de la part des donateurs.

26 septembre 2019

Au Rwanda, les premiers réfugiés africains bloqués en Libye attendus à Kigali

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/26/au-rwanda-les-premiers-refugies-africains-bloques-en-libye-attendus-a-kigali_6013105_3212.html / Le Monde avec AFP

Les autorités rwandaises se disent prêtes à accueillir jusqu'à 30 000 migrants, mais uniquement par groupes de 500, afin d'éviter que le pays ne soit débordé.



Des migrants subsahariens à Khoms, à une centaine de kilomètres à l'est de la capitale libyenne Tripoli, le 26 juillet 2019. AFP

Un premier groupe de 75 réfugiés et demandeurs d'asile africains bloqués en Libye devrait arriver ce jeudi 26 septembre au Rwanda, dans le cadre d'un accord entre Kigali, l'Union africaine (UA) et le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), a-t-on appris mercredi de source onusienne.

« Le premier vol d'évacuation est prévu pour jeudi. Il arrivera de nuit à Kigali », a indiqué à l'AFP par courriel un responsable du HCR sous couvert de l'anonymat. « Ce premier vol, dans le cadre du mécanisme de transit d'urgence récemment mis en place, devrait avoir à bord 75 personnes concernées ». Un autre vol avec 125 personnes est prévu « entre le 10 et 12 octobre », a précisé ce responsable.

Avec cet accord signé le 10 septembre à Addis-Abeba, et que l'UA espère reproduire dans d'autres pays africains, le Rwanda s'est engagé à accueillir dans un premier temps 500 de ces réfugiés et demandeurs d'asile. Ces 500 personnes, principalement originaires de la Corne de l'Afrique, seront accueillies dans un centre de transit au Rwanda avant d'être relocalisées dans d'autres pays ou, si elles le veulent, de retourner dans leur propre pays. Certains de ces réfugiés pourraient aussi « recevoir l'autorisation de rester au Rwanda », selon le gouvernement rwandais.

42 000 réfugiés africains en Libye

Au total, les autorités rwandaises se disent prêtes à accueillir dans leur centre de transit jusqu'à 30 000 Africains bloqués en Libye, mais uniquement par groupes de 500, afin d'éviter que le pays ne soit débordé. L'ONU estime que 42 000 réfugiés africains se trouvent actuellement en Libye.

En raison du chaos qui a suivi la chute de l'ancien dictateur Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est devenue un point de passage important pour les migrants originaires d'Afrique subsaharienne cherchant à rejoindre l'Europe.

Le président rwandais Paul Kagame avait proposé dès novembre 2017 d'accueillir des Africains bloqués en Libye, dans la foulée d'un reportage de CNN montrant ce qui ressemblait à un marché d'esclaves. La question a une nouvelle fois pris de l'importance dernièrement après la mort en juillet de 40 personnes, tuées par une frappe aérienne sur un centre de détention de migrants à Tajoura, dans la banlieue est de Tripoli.

13 septembre 2019

Accueil de migrants évacués de Libye : « Un bon coup politique » pour le Rwanda



Des migrants dans un centre de détention en Libye, le 2 décembre 2017. ©Abdullah DOMA/AFP

<http://www.rfi.fr/fr/afrique/20190912-accord-accueil-migrants-rwanda-libye-politique>

(Aurore Lartigue)

Le Rwanda a signé il y a quelques jours à Addis-Abeba un accord avec le Haut-commissariat pour les réfugiés (HCR) et l'Union africaine (UA) en vue d'accueillir des migrants bloqués dans l'enfer des centres de détention libyens. Camille Le Coz, analyste au sein du think tank Migration Policy Institute, décrypte cette annonce.

Cinq cent personnes vont être évacuées de Libye vers le Rwanda « *dans quelques semaines* », a précisé mardi Hope Tumukunde Gasatura, représentante permanente du Rwanda à l'UA, lors d'une conférence de presse à Addis-Abeba où avait lieu la signature de l'accord.

RFI : Le Rwanda accueille déjà près de 150 000 réfugiés venus de RDC et du Burundi. Et ce n'est pas vraiment la porte à côté de la Libye. Sans compter que le régime de Paul Kagame est régulièrement critiqué pour ses violations des droits de l'homme. Alors comment expliquer que cet État se retrouve à prendre en charge des centaines de migrants ?

Camille Le Coz : En fait, tout commence en novembre 2017 après la publication par CNN d'une vidéo révélant l'existence de marchés aux esclaves en Libye. C'est à ce moment-là que Kigali se porte volontaire pour accueillir des migrants bloqués en Libye. Mais c'est finalement vers l'Europe et le Niger, voisin de la Libye, que s'organisent ces évacuations. **Ainsi, depuis 2017, près de 4 000 réfugiés ont été évacués de Libye, dont 2 900 au Niger.** La plupart d'entre eux ont été réinstallés dans des pays occidentaux ou sont en attente de réinstallation. Mais du fait de la reprise des combats en Libye cet été, ce mécanisme est vite apparu insuffisant. **L'option d'organiser des évacuations vers le Rwanda a**

donc été réactivée et a donné lieu à des discussions avec Kigali, le HCR, l'UA mais aussi l'UE sur les aspects financiers.

Quel bénéfice le Rwanda peut-il tirer de cet accord ?

Pour le Rwanda, faire valoir la solidarité avec les migrants africains en Libye est un bon coup politique, à la fois sur la scène internationale et avec ses partenaires africains. La situation des migrants en Libye est au cœur de l'actualité et les ONG et l'ONU alertent régulièrement sur les conditions effroyables pour les migrants sur place. Donc d'un point de vue politique, c'est très valorisant pour le Rwanda d'accueillir ces personnes.

Que va-t-il se passer pour ces personnes quand elles vont arriver au Rwanda ?

En fait, ce mécanisme soulève deux questions. D'une part, qui sont les migrants qui vont être évacués vers le Rwanda ? D'après ce que l'on sait, ce sont plutôt des gens de la Corne de l'Afrique et plutôt des gens très vulnérables, notamment des enfants. D'autre part, quelles sont les solutions qui vont leur être offertes au Rwanda ? La première option prévue par l'accord, c'est la possibilité pour ces personnes de retourner dans leur pays d'origine. La deuxième option, c'est le retour dans un pays dans lequel ces réfugiés ont reçu l'asile dans le passé. Cela pourrait par exemple s'appliquer à des Érythréens réfugiés en Éthiopie avant de partir vers l'Europe. Ces deux options demanderont néanmoins un suivi sérieux des conditions de retour : comment s'assurer que ces retours seront effectivement volontaires, et comment garantir la réintégration de ces réfugiés ? La troisième option, ce serait la possibilité pour certains de rester au Rwanda mais on ne sait pas encore sous quel statut. Enfin, ce que l'on ne sait pas encore, c'est si des États européens s'engageront à relocaliser certains de ces rescapés.

Cet accord est donc une réplique de celui conclu avec le Niger, qui accueille depuis 2017 plusieurs milliers de réfugiés évacués de Tripoli ?

L'approche est la même mais d'après ce que l'on sait pour l'instant, les possibilités offertes aux réfugiés évacués sont différentes : dans le cas du mécanisme avec le Niger, les pays européens mais également les États-Unis, le Canada, la Norvège et la Suisse s'étaient engagés à réinstaller une partie de ces réfugiés. Dans le cas du Rwanda, on n'a pas encore eu de telles promesses.

Cet accord est-il la traduction de l'évolution de la politique migratoire européenne ?

Aujourd'hui, près de 5 000 migrants et réfugiés sont dans des centres de détention en Libye où les conditions sont horribles. Donc la priorité, c'est de les en sortir. Les évacuations vers le Rwanda peuvent participer à la résolution de ce problème. Mais il reste entier puisque les garde-côtes libyens, financés par l'Europe, continuent d'intercepter des migrants qui partent vers l'Italie et de les envoyer vers ces centres de détention. En d'autres termes, cet accord apporte une réponse partielle et de court terme à un problème qui résulte très largement de politiques européennes.

On entend parfois parler d'« externalisation des frontières » de l'Europe. En gros, passer des accords avec des pays comme le Rwanda permettrait aussi d'éloigner le problème des migrants des côtes européennes. Est-ce vraiment la stratégie de l'Union européenne ?

Ces évacuations vers le Rwanda sont plutôt un mécanisme d'urgence pour répondre aux besoins humanitaires pressants de migrants et réfugiés détenus en Libye (lire encadré). Mais il est clair que ces dernières années, la politique européenne a consisté à passer des accords avec des pays voisins afin qu'ils renforcent leurs contrôles frontaliers. C'est le cas par exemple avec la Turquie et la Libye. En échange, l'Union européenne leur fournit une assistance financière et d'autres avantages économiques ou politiques. L'Union européenne a aussi mis une partie de sa politique de développement au service d'objectifs migratoires, avec la création d'un Fond fiduciaire d'urgence pour l'Afrique en 2015, qui vise notamment à développer la capacité des États africains à mettre en œuvre leur propre politique migratoire et à améliorer la gestion de leurs frontières. C'est le cas notamment au Niger où l'Union européenne a soutenu les autorités pour combattre les réseaux de passeurs et contrôler les passages vers la Libye.

Justement, pour le Rwanda, y a-t-il une contrepartie financière ?

L'accord est entre le HCR, l'UA et le Rwanda. Mais le soutien financier de l'Union européenne paraît indispensable pour la mise en œuvre de ce plan. Reste à voir comment cela pourrait se matérialiser. Est-ce que ce sera un soutien financier pour ces 500 personnes ? Des offres de relocalisation depuis le Rwanda ? Ou, puisque l'on sait que le Rwanda a signé le Pacte mondial sur les réfugiés, l'Union européenne pourrait-elle appuyer la mise en œuvre des plans d'action de Kigali dans ce domaine ? Ce pourrait être une idée.

La commissaire de l'UA aux affaires sociales Amira El Fadil s'est dite convaincue que ce genre de partenariat pourrait constituer des solutions « durables ». Qu'en pensez-vous ?

C'est un signe positif que des pays africains soient plus impliqués sur ce dossier puisque ces questions migratoires demandent une gestion coordonnée de part et d'autre de la Méditerranée. Maintenant, il reste à voir quelles solutions seront offertes à ces 500 personnes puisque pour l'instant, le plan paraît surtout leur proposer de retourner dans le pays qu'elles ont quitté. Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que la plupart des réfugiés africains ne sont pas en Libye, mais en Afrique. Les plus gros contingents sont au Soudan, en Ouganda et en Éthiopie et donc, les solutions durables sont d'abord et avant tout à mettre en œuvre sur le continent.

Un geste de solidarité de la part du Rwanda, selon le HCR

Avec notre correspondant à Genève, Jérémie Lanche

D'après le porte-parole du HCR Babar Baloch, l'accueil par Kigali d'un premier contingent de réfugiés est une « bouée de sauvetage » pour tous ceux pris au piège en Libye. L'Union européenne, dont les côtes sont de plus en plus inaccessibles pour les candidats à l'exil, pourrait financer une partie de l'opération, même si rien n'est officiel. Mais pour le HCR, l'essentiel est ailleurs. La vie des migrants en Libye est en jeu, dit Babar Baloch :

« Il ne faut pas oublier qu'il y a quelques semaines, un centre de détention [pour migrants] a été bombardé en Libye. Plus de 50 personnes ont été tuées. Mais même sans parler de ça, les conditions dans ces centres sont déplorables. Il faut donc sortir ceux qui s'y trouvent le plus rapidement possible. Et à part le Niger, le Rwanda est le deuxième pays qui s'est manifesté pour nous aider à sauver ces vies. »

Les réfugiés et demandeurs d'asile doivent être logés dans des installations qui ont déjà servi pour accueillir des réfugiés burundais. Ceux qui le souhaitent pourront rester au Rwanda et y travailler selon Kigali. Les autres pourront être relocalisés dans des pays tiers voire dans leur pays d'origine s'ils le souhaitent. Le Rwanda se dit prêt à recevoir en tout dans ses centres de transit jusqu'à 30 000 Africains bloqués en Libye.

Depuis un demi-siècle, le Rwanda a produit beaucoup de réfugiés. Donc le fait qu'il y ait une telle tragédie, une telle détresse, de la part de nos frères et sœurs africains, cela nous interpelle en tant que Rwandais. Ce dont on parle, c'est un centre de transit d'urgence. Une fois [qu'ils seront] arrivés au Rwanda, le HCR va continuer à trouver une solution pour ces personnes. Certains seront envoyés au pays qui leur ont accordé asile, d'autres seront envoyés aux pays tiers et bien sûr d'autres pourront retourner dans leur pays si la situation sécuritaire le permet. Bien sûr, ceux qui n'auront pas d'endroits où aller pourront rester au Rwanda. Cela devra nécessiter bien sûr l'accord des autorités de notre pays.

11 septembre 2019

Le Rwanda, un nouveau hotspot pour les migrants qui fuient l'enfer libyen

<https://www.infomigrants.net/fr/post/19455/le-rwanda-un-nouveau-hotspot-pour-les-migrants-qui-fuient-l-enfer-libyen> (Anne-Diandra Louarn)



Des réfugiés originaires de Somalie, de Syrie et d'Érythrée montent à bord d'un bus au centre de rassemblement et de départ du HCR à Tripoli. Photo d'archives, avril 2019. Crédit : HCR / Mohamed Alalem

Comme au Niger, le Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU va ouvrir un centre de transit pour accueillir 500 migrants détenus en Libye. D'autres contingents d'évacués pourront prendre le relais au fur et à mesure que les 500 premiers migrants auront une solution d'installation ou de rapatriement.

Quelque 500 réfugiés et demandeurs d'asile actuellement enfermés en centres de détention en Libye vont être évacués vers le Rwanda dans les prochaines semaines, en vertu d'un accord signé mardi 10 septembre par le gouvernement rwandais, le Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR), et l'Union africaine (UA).

Il s'agira principalement de personnes originaires de la corne de l'Afrique, toutes volontaires pour être évacuées vers le Rwanda. Leur prise en charge à la descente de l'avion sera effectuée par le HCR qui les orientera vers un centre d'accueil temporaire dédié.

Situé à 60 km de Kigali, la capitale rwandaise, le centre de transit de Gashora a été établi en 2015 "pour faire face, à l'époque, à un afflux de migrants burundais" fuyant des violences dans leur pays, explique à InfoMigrants Elise Villechalane, chargée des relations extérieures du HCR au Rwanda. D'une capacité de 338 places, l'édifice implanté sur un terrain de 26 hectares a déjà accueilli, au fil des années, un total de 30 000 Burundais. "Des travaux sont en cours pour augmenter la capacité et arriver à 500 personnes", précise Elise Villechalane.

Les premiers vols d'évacués devraient arriver dans les prochaines semaines et s'étaler sur plusieurs mois. Le HCR estime que le centre tournera à pleine capacité d'ici la fin de l'année. À l'avenir, d'autres contingents d'évacués pourront prendre le relais au fur et à mesure que les 500 premiers migrants quitteront les lieux.

Certains réfugiés "pourraient recevoir l'autorisation de rester au Rwanda"

"Une fois [les migrants] arrivés sur place, nous procéderons à l'évaluation de leurs besoins de protection afin de trouver une solution au cas par cas", poursuit Elise Villechalane. "En fonction de leur parcours et de leur vulnérabilité, il pourra leur être proposé une réinstallation dans un pays tiers, ou

dans un pays où ils ont déjà obtenu l'asile avant de se rendre en Libye, mais aussi un retour volontaire dans leur pays d'origine quand les conditions pour un rapatriement dans la sécurité et la dignité sont réunies."

Dans des cas plus rares, et si aucune solution n'est trouvée, certains réfugiés "pourraient recevoir l'autorisation de rester au Rwanda", a indiqué Germaine Kamayirese, la ministre chargée des mesures d'urgence, lors d'une déclaration à la presse à Kigali.

Le Rwanda a décidé d'accueillir des évacués de Libye à la suite d'un discours du chef de l'État rwandais Paul Kagame le 23 novembre 2017, peu après la diffusion d'un document choc de CNN sur des migrants africains réduits en esclavage en Libye. "Le président a offert généreusement d'accueillir des migrants, ce qui a, depuis, été élargi pour inclure les réfugiés, les demandeurs d'asile et toutes les autres personnes spécifiées dans le mémorandum d'accord", affirme Olivier Kayumba, secrétaire du ministère chargé de la Gestion des situations d'urgence, contacté par InfoMigrants.

Le pays reconnaît, en outre, qu'il existe actuellement en Libye "une situation de plus en plus complexe et exceptionnelle conduisant à la détention et aux mauvais traitements de ressortissants de pays tiers", continue Olivier Kayumba qui rappelle qu'en tant que signataire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, son pays s'est senti le devoir d'agir.

Le Rwanda prêt à accueillir jusqu'à 30 000 africains évacués

Plus de 149 000 réfugiés, principalement burundais et congolais, vivent actuellement au Rwanda qui compte une population de 12 millions d'habitants. "Les Rwandais sont habitués à vivre en harmonie avec les réfugiés", ajoute Olivier Kayumba. "Grâce à la mise en place d'une stratégie d'inclusion, les enfants de réfugiés vont à l'école avec les locaux, les communautés d'accueil incluent aussi les réfugiés dans le système d'assurance maladie et d'accès à l'emploi."

Le gouvernement rwandais se dit prêt à accueillir jusqu'à 30 000 Africains évacués de Libye dans son centre de transit, mais uniquement par groupes de 500, afin d'éviter un engorgement du système d'accueil.

"C'est un moment historique, parce que des Africains tendent la main à d'autres Africains", s'est réjouie Amira Elfadil, commissaire de l'Union africaine (UA) aux Affaires sociales, lors d'une conférence de presse. "Je suis convaincue que cela fait partie des solutions durables".

L'UA espère désormais que d'autres pays africains rejoindront le Rwanda en proposant un soutien similaire aux évacués de Libye.

11 septembre 2019

Après le Niger, le Rwanda va accueillir des réfugiés africains bloqués en Libye

<https://www.jeuneafrique.com/827971/politique/apres-le-niger-le-rwanda-va-accueillir-des-refugies-africains-bloques-en-libye/>



Des réfugiés disent au revoir à leurs amis du Centre de rassemblement et de départ de Tripoli, avant leur évacuation vers le Niger. © HCR / Mohamed Alalem

Après la signature d'un accord mardi avec l'Union africaine (UA) et le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), le Rwanda va devenir le second pays africain à accueillir temporairement des réfugiés et demandeurs d'asile africains bloqués en Libye.

Dès novembre 2017, le président rwandais, Paul Kagame, avait proposé d'accueillir des Africains bloqués en Libye, après le tollé international qu'avait provoqué le reportage de CNN montrant ce qui ressemblait à un marché d'esclaves. C'est désormais chose faite : le Rwanda a signé mardi un accord avec l'Union africaine (UA) et le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) afin d'accueillir temporairement des réfugiés et demandeurs d'asile africains bloqués en Libye.

Début « dans quelques semaines »

« Nous recevrons un nombre initial de 500 (personnes) dans quelques semaines », a déclaré Hope Tumukunde Gasatura, représentante permanente du Rwanda à l'UA, lors d'une conférence de presse à Addis Abeba, aux côtés de représentants de l'organisation panafricaine et du HCR. Les réfugiés et demandeurs d'asile seront accueillis dans des installations qui ont déjà été utilisées par des réfugiés burundais fuyant la crise dont leur pays est le théâtre depuis 2015, a-t-elle précisé.

Ce premier groupe est « composé principalement de personnes originaires de la Corne de l'Afrique », ont précisé l'UA et l'ONU dans un communiqué. Elles seront accueillies dans un centre de transit au Rwanda avant d'être relocalisées dans des pays tiers ou, si elles le souhaitent, retourner dans leur propre pays. Le gouvernement rwandais se dit prêt à accueillir dans son centre de transit jusqu'à 30 000 Africains bloqués en Libye, mais uniquement par groupes de 500, afin d'éviter que le pays ne soit débordé.

Mais ce n'est pas tout. Certains réfugiés « pourraient recevoir l'autorisation de rester au Rwanda », a déclaré à la presse Germaine Kamayirese, la ministre rwandaise chargée des mesures d'urgence, à Kigali.

« Apprendre de l'expérience nigérienne »

« C'est un moment historique, parce que des Africains tendent la main à d'autres Africains », s'est réjouie Amira Elfadil, commissaire de l'UA aux Affaires sociales. « Je suis convaincue que cela fait partie des solutions durables. »

Le Rwanda est le second pays africain à accepter d'accueillir des migrants et demandeurs d'asile en provenance de Libye. Depuis fin 2017, plus de 4 400 personnes ont pu être évacuées du pays par le HCR, en particulier au Niger, qui, à travers un mécanisme de transit d'urgence, a accueilli près de 3 000 individus en attente d'un éventuel transfert vers l'Europe et le Canada. Un dispositif qui fonctionne néanmoins difficilement à cause de la surpopulation des centres et de la lenteur du traitement des demandes d'asile.

Le Rwanda et le HCR ont « appris de l'expérience au Niger, et nous avons amélioré la procédure », a soutenu Cosmas Chanda, représentant du HCR auprès de l'UA, reconnaissant toutefois que « le processus sera très long ».

42 000 réfugiés africains en Libye

La question des réfugiés retenus en Libye a une nouvelle fois pris de l'importance après la mort en juillet de 40 personnes, tuées par une frappe aérienne sur un centre de détention de migrants à Tajoura, dans la banlieue-est de Tripoli. Depuis la chute de l'ancien dictateur Mouammar Kadhafi en 2011, le pays est devenu un point de passage important pour les migrants originaires d'Afrique subsaharienne cherchant à rejoindre l'Europe.

L'ONU estime que 42 000 réfugiés africains se trouvent actuellement en Libye, a affirmé Cosmas Chanda. « Nous avons désespérément cherché des solutions pour ces gens (...), de moins en moins de pays à travers le monde sont prêts à accueillir des réfugiés », a-t-il dit. Désormais, l'UA espère donc que d'autres pays africains accepteront de fournir une aide similaire.

10 septembre 2019

Le HCR, le Gouvernement rwandais et l'Union africaine signent un accord pour l'évacuation de réfugiés hors de la Libye

<https://www.unhcr.org/fr/news/press/2019/9/5d778a48a/hcr-gouvernement-rwandais-union-africaine-signent-accord-levacuation-refugies.html>

Le Gouvernement rwandais, le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, et l'Union africaine ont signé aujourd'hui un mémorandum d'accord qui prévoit de mettre en œuvre un dispositif pour évacuer des réfugiés hors de la Libye.

Selon cet accord, le Gouvernement rwandais recevra et assurera la protection de réfugiés qui sont actuellement séquestrés dans des centres de détention en Libye. Ils seront transférés en lieu sûr au Rwanda sur une base volontaire.

Un premier groupe de 500 personnes, majoritairement originaires de pays de la corne de l'Afrique, sera évacué. Ce groupe comprend notamment des enfants et des jeunes dont la vie est menacée. Après leur arrivée, le HCR continuera de rechercher des solutions pour les personnes évacuées.

Si certains peuvent bénéficier d'une réinstallation dans des pays tiers, d'autres seront aidés à retourner dans les pays qui leur avait précédemment accordé l'asile ou à regagner leur pays d'origine, s'ils peuvent le faire en toute sécurité. Certains pourront être autorisés à rester au Rwanda sous réserve de l'accord des autorités compétentes.

Les vols d'évacuation devraient commencer dans les prochaines semaines et seront menés en coopération avec les autorités rwandaises et libyennes. L'Union africaine apportera son aide pour les évacuations, fournira un soutien politique stratégique en collaborant avec la formation et la coordination et aidera à mobiliser des ressources. Le HCR assurera des prestations de protection

internationale et fournira l'aide humanitaire nécessaire, y compris des vivres, de l'eau, des abris ainsi que des services d'éducation et de santé.

Le HCR exhorte la communauté internationale à contribuer des ressources pour la mise en œuvre de cet accord.

Depuis 2017, le HCR a évacué plus de 4 400 personnes relevant de sa compétence depuis la Libye vers d'autres pays, dont 2 900 par le biais du mécanisme de transit d'urgence au Niger et 425 vers des pays européens via le centre de transit d'urgence en Roumanie.

Néanmoins, quelque 4 700 personnes seraient toujours détenues dans des conditions effroyables à l'intérieur de centres de détention en Libye. Il est urgent de les transférer vers des lieux sûrs, de leur assurer la protection internationale, de leur fournir une aide vitale d'urgence et de leur rechercher des solutions durables.

Réinstallation du Rwanda vers l'UE, le Canada et les Etats-Unis

2 mars 2020

Rwanda: The first large group of refugees evacuated from Libya resettled to Sweden

UNHCR / <https://www.unhcr.org/rw/14609-rwanda-the-first-large-group-of-refugees-evacuated-from-libya-resettled-to-sweden.html> / by Eugene Sibomana

Kigali – On Monday 24 February 2020, a group of 27 refugees evacuated from Libya was resettled to Sweden from the Emergency Transit Mechanism (ETM) center located in Gashora, some 60 km from Kigali, Rwanda.

This marks the first large group of refugees to be resettled since the start of the ETM programme Rwanda in September 2019 and brings the total number of evacuees resettled so far to 39 persons. A smaller group of resettled evacuees had left for Sweden in December 2019 and while the first resettlement departures to Canada followed on Wednesday 25 February 2020 with a group 5 refugees.

This resettlement program, supported by UNHCR, the UN Refugee Agency and IOM, is part of the five durable solutions pursued for all refugees evacuated from Libya during the time they are granted sanctuary in Rwanda. While some may benefit from resettlement to third countries, others are helped to return to countries where asylum had previously been granted, or to return to their home countries if it is safe to do so. Some may be given permission to remain in Rwanda or benefit from complementary pathways, provided through family reunification and work, medical and humanitarian visas. UNHCR undertakes all necessary efforts in order to facilitate the timely search and implementation of durable solutions based on the principle of voluntariness.



Michael, 24, showing his travel document to a UNHCR Staff before his departure from Kigali International Airport.
©UNHCR/Eugene Sibomana



This marks the first large group of refugees to be resettled since the start of the ETM programme Rwanda in September 2019 and brings the total number of evacuees resettled so far to 39 persons. ©UNHCR/Eugene Sibomana



The resettlement program is a significant milestone in the quest to providing a new in life for some of the most vulnerable refugees in Africa. ©UNHCR/Eugene Sibomana



“This is the start of a new journey. Thank you Sweden for giving me a second chance to rebuild my life,” Michael, 24.
©UNHCR/Eugene Sibomana

The UNHCR representative to Rwanda, Mr. Ahmed Baba Fall noted that this resettlement program is a significant milestone in the quest to providing a new in life for some of the most vulnerable refugees in Africa, who have gone through a perilous journey in the hands of smugglers and traffickers and have suffered various forms of abuse in Libya.

Mr. Ahmed followed this by saying, “This is a monumental day for these refugees, for UNHCR and all partners supporting the ETM in Rwanda. Heartfelt thank you to the Rwandan Government and the African Union who have opened the humanitarian corridors that save hundreds of lives. We could not have done it without their commitment to the refugee cause. We also commend the generosity of UNHCR supporters like the European Union Emergency Trust Fund for Africa, Norway and Malta, and resettlement countries like Sweden and Canada, who help evacuees regain hope for a brighter future”.

In addition to providing durable solutions to evacuees, resettlement departures will allow to receive, in the coming weeks, the fourth evacuation flight taking more refugees and asylum seekers away from harm and indiscriminate fighting in Libya.

The remaining 268 evacuees currently hosted in the ETM center in Rwanda continue to receive protection services and life-saving assistance, including food, water, medical care, psycho-social support, and accommodation, while the appropriate durable solutions are being sought. Some of these refugees might also depart for resettlement in the coming months as, like Sweden and Canada, Norway and France have pledged to welcome and integrate refugees from the ETM.

So far, the UNHCR operation in Rwanda has received the below resettlement pledges:

- Norway: 600 places for Rwanda, incl. 300 for ETM refugees
- Canada: 800 places for Rwanda, incl. 200 for ETM refugees
- France: 200 places for Rwanda, incl. 100 for ETM refugees
- Sweden: 200 places for ETM refugees

UNHCR sincerely expresses gratitude to Sweden and Canada for kick starting the first resettlement departures of ETM evacuees. We also take this opportunity to request other resettlement countries

to expand their resettlement programs and accelerate case processing modalities, in order to rescue more vulnerable refugees and increase their access to durable solutions.

===

Rwanda has been welcoming refugees for over two decades. As of 31 January 2020, there are 150,574 refugees individually registered with UNHCR. The country offers a safe and protective environment to all asylum seekers and refugees.